



Conseil économique et social

Distr. générale
5 juin 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2023

(New York, du 15 au 23 mai et le 5 juin 2023)

Résumé

À la reprise de sa session de 2023, qui s'est tenue du 15 au 23 mai et le 5 juin 2023, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 500 demandes d'admission au statut consultatif, dont 296 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 167 organisations, a reporté l'examen de 294 demandes à sa session ordinaire de 2024, a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 30 organisations qui n'avaient pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions qui leur avaient été posées, et a pris acte de la demande de 2 organisations de retirer leur demande d'admission au statut consultatif. Il a examiné 7 demandes de changement de nom et en a pris acte. Il était également saisi de 392 rapports quadriennaux et a pris note de 277 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentantes et représentants de 9 des organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient six projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) d'accorder le statut consultatif spécial à 167 organisations non gouvernementales ;
- b) de noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de 7 organisations non gouvernementales ;



c) de noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 277 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés ;

d) de noter que le Comité a décidé de prendre acte du retrait par 2 organisations non gouvernementales de leur demande d'admission au statut consultatif ;

e) de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 30 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions qui leur avaient été posées ;

f) de ne pas accorder le statut consultatif à 7 organisations.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil déciderait de suspendre, pour une durée d'un an, le statut consultatif de 270 organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil déciderait de réadmettre au statut consultatif 32 organisations qui ont présenté leurs rapports quadriennaux restés jusque-là en souffrance.

Aux termes du projet de décision IV, le Conseil déciderait de retirer le statut consultatif aux 172 organisations qui n'ont toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance.

Aux termes du projet de décision V, le Conseil approuverait le calendrier et l'ordre du jour provisoire de la session de 2024 du Comité.

Aux termes du projet de décision VI, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention . | 5 |
| Projets de décision soumis au Conseil pour adoption | 5 |
| Projet de décision I | |
| Demandes d'admission au statut consultatif ou de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales | 5 |
| Projet de décision II | |
| Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social | 15 |
| Projet de décision III | |
| Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil | 21 |
| Projet de décision IV | |
| Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales, en application de la résolution 2008/4 du Conseil | 21 |
| Projet de décision V | |
| Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2024 du Comité chargé des organisations non gouvernementales | 25 |
| Projet de décision VI | |
| Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2023 | 26 |
| II. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales | 26 |
| A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures | 27 |
| B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement | 41 |
| III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et questions connexes diverses | 45 |
| A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la session ordinaire | 46 |
| B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil | 48 |
| C. Questions connexes diverses | 48 |
| IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales ; Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil ; et Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG . . . | 49 |
| V. Rapports spéciaux et plaintes d'États Membres | 49 |
| VI. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2024 du Comité | 49 |

| | | |
|-------|---|----|
| VII. | Organisation de la session | 50 |
| A. | Ouverture et durée de la session | 50 |
| B. | Participation | 53 |
| C. | Élection du Bureau | 53 |
| D. | Ordre du jour | 54 |
| VIII. | Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2023 | 55 |

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif ou de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif spécial aux 167 organisations non gouvernementales ci-après :

ABC NGOrganization
 Accountability Lab, Inc.
 Across Atlantic Development, Ltd.
 Adult Advocacy Centers
 Africa Faith and Justice Network
 African Centre for Climate Actions and Rural Development Initiative
 Alianza FC México, AC
 Alliance internationale des objectifs de développement durable
 Amitofo Care Center International
 An Organization for Socio-Economic Development
 Annepeters Global Humanitarian Foundation
 APCASO Foundation
 Apostle Johnson Suleman
 Arab Media Union
 ARCH Disability Law Centre
 Asian Drug Demand Reduction NGOs Association
 Associação Brasileira de Organizações Não Governamentais
 Associação Pró Coalizões Comunitárias Antidrogas do Brasil
 Association for Land Reform and Development
 Association of Anti-Drug Abuse Coalitions of the Philippines, Inc.
 Associazione Nazionale Volontarie Telefono Rosa – Centro di Orientamento
 per i Diritti della Donna, ONLUS
 Bakergonj Forum
 Be Positive Association
 Beijing International Exchange Association
 Best Practices Policy Project, Inc.
 Bonaire Human Rights Organization Foundation
 Brussels for Human Rights and Development
 Center for Defending Freedom of Journalists
 ChariLove Foundation
 Chartered Institute of Public Finance and Accountancy
 China Agricultural University
 Chipco Preserve
 Christensen Fund
 Cinsel Şiddetle Mücadele Derneği
 Coalition of Somali Human Rights Defenders (CSHRD)
 Colegio Colombiano de Psicólogos
 Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie

Community Partners for Sustainable Development
Dialogue & Development Forum
Divine Women of Purpose Association
DoTheDream Youth Development Initiative
Dünya Doktorları Derneği
Earthgonomic Mexico, AC
Economic, Social and Cultural Rights in the UK
Education for Madagascar
Egypt Peace for Development and Human Rights
Egyptian Federation for Development and Social Protection Policies
Eloise Hylton, Inc.
Enjaz Foundation for Development
European Boating Industry
European Network on Cultural Management and Policy
Executives Helping Initiative
Farah Foundation for Development
Feminist Legal Clinic, Inc.
Fondazione Circolo Fratelli Rosselli
Food Security for Peace and Nutrition Africa
Forum for the Promotion of Gender Equity and Moral Values
Fountain of Hope Global Ministry
Fundación CERMI Mujeres
Fundación Ciudadanía y Desarrollo
Fundación de Capellanes « Sendas de Dios »
Fundación Uriel, IAP
Gender Equality Network
Gender Mobile Counseling Initiative
Georgian Academy of Criminology Sciences
Global Alliance for Justice Education, Inc.
Global Cyber Alliance
Global Partners for Community Development, Inc.
Global Youth Network for Empowerment and Development
God's Arm Global Foundation
Golden Doctrine Foundation
Green Crescent Zimbabwe
Health & Economy
Heart to Heart Foundation
Hilfsgemeinschaft der Blinden und Sehschwachen Österreichs
Hope Centre (HC) for Children, Girls and Women in Tanzania
Hugo Grotius, gGmbH – gemeinnützige Gesellschaft zur Förderung der
Rechtswissenschaften
Human Rights Protection Group and MFP Federation
İfade Özgürlüğü Derneği
Improve Your Society Organization for Development and Peace Building
Instituto Dara
Instituto Sea Shepherd Brasil
International American Relief Society
International Association of Fish Inspectors, Inc.
International Center for the Study, Prevention and Treatment of
Multigenerational Trauma, Inc.
International Economic Organization World Distribution Federation (WDF)
International Historians Association for Culture, Development and Social
Sciences
International Ministerial Alliance of Churches

International Water Resources Association
IPANDETEC Centroamérica
Jami al Hakeem Foundation
Ken. G. Morka Foundation
Lady Helen Child Health Foundation
Legal Aid & Human Development Foundation (LAHDF)
Love Justice International
Mano River Sustainable Development Association, Pty. Ltd.
Markaaz Foundation
Matilda Carepath Health Foundation
Michibushinbito
Mother Africa International
Nardo Aviation Innovation Organization (Asia Pacific), Limited
National Federation of Business and Professional Women's Clubs of Japan
National Rural Women's Coalition, Ltd.
Natural Disaster Research Institute
Nde Zachariah's Descendants Foundation
NEU Global, Inc.
Non-Profit Fund Supporting Children with Autistic and Genetic Disorders
 « I Am Special »
NunatuKavut Community Council
Œuvre d'Orient
Office of the Gatekeeper, Ethereal Sanctuary
Operation Friendship International
Organization for Culture of Hispanic Origins
Organization for Poverty Alleviation & Development, Inc.
Oronos Stiftung
Patim
Pax Press
Payamavaran hamyari (Chatra)
Phoenix Zones Initiative
Pionero Philanthropy, Inc.
POS Foundation
Pro Criança Cardíaca
Progressive People of Yorubaland Worldwide Association
Public Association « Regional Consumer Protection Society » (PA « Regional
 Consumer Protection Society »)
Red Argentina para la Cooperación Internacional (RACI)
Rhesus Solution Initiative
Rising Out of the Ashes (ROOTA)
Rochun
Rwanda Men's Resource Center
She's the First, Inc.
Sons of the Prophet Network SADC with Apostle Johnson Suleman
Standup for Women Society
Statewide Waste and Environmental Education Foundation
Students for Global Democracy Uganda
Subjective Physics Sciences
Tamdeen Youth Foundation
Tamkeen for the Rights of Persons with Disabilities, Community Development
 and Training in Sohag
TCTB, LLC
Thames Estuary Partnership
The Chaeli Campaign

The Conflict and Environment Observatory
The Daphne Caruana Galizia Foundation
The Global Centre for Risk and Innovation
The LACRIMA Foundation, SCIO
The National Italian American Foundation
The Right Hands
The Society of Vascular and Interventional Neurology
The VII Foundation, Inc.
Transparency International – Bulgarie
Uçan Süpürge Vakfı
Uganda Association of Women Lawyers (FIDA-U)
United Children of Nigeria
Vithu Trust Fund
Voice of African Women
WACI Health
Watoto Wasoka
Women in Global Health
Women in Leadership Organization, Inc.
Women’s Initiative for Values Empowerment and Sustainability International
Women’s Network for Change
World Energy Council
World Women Organization
Yemen International Agency for Development
Young Visionary Leaders International
Youth Association in Sierra Leone
Youth with Disabilities Empowerment Platform
Zam Zam Foundation
Zhongguancun Green Mine Industry Alliance

b) de noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des 7 organisations non gouvernementales suivantes :

China Foundation for Poverty Alleviation (statut consultatif spécial, 2011) en
China Foundation for Rural Development
Christian Children’s Fund (statut consultatif spécial, 1985) en ChildFund
International
Comparatively for Tanzania Elites Community Organization (CTECO) (statut
consultatif spécial, 2020) en Comparatively for Tanzania Elites
Community Organizers (CTECO)
Fundación More Peace Less AIDS (statut consultatif spécial, 2016) en
Fundación Paz y Ciudadanía (ILAPyC)
Niger Delta Women’s Movement for Peace and Development (statut consultatif
spécial, 2011) en Noble Delta Women for Peace and Development
International (NDWPD)
Positive Youth Development Association (statut consultatif spécial, 2020) en
Accès communautaire Cameroun
Soroptimist International of the South West Pacific (statut consultatif spécial,
2014) en Soroptimist International South East Asia Pacific

c) de noter que le Comité a pris acte des 277 rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales ci-après¹ :

Academy of Labour and Social Relations
ACSA

¹ Les rapports concernent la période 2018-2021, sauf indication contraire.

Action Aides aux familles démunies
 Africa Network for Environment & Economic Justice, Ltd./Gte.
 Africa Speaks
 African Law Center, Inc.
 African Women Empowerment Guild (2017-2020)
 Afri-health Optonet Association
 AfroPresencia.com
 AFS Inter-Cultural Programs, Inc.
 Ageing Nepal
 Aie Serve
 Al Baqee Organization, NFP
 Alliance Vita
 All-Ukrainian Union of Non-Government Organizations « Confederation of
 Non-Government Organizations of People with Disabilities of Ukraine »
 Alpha O. Centre for Malaria Prevention and Control
 American Human Rights Council
 American Jewish Joint Distribution Committee, Inc.
 Amis d’Afrique francophone – Bénin (AMAF-Bénin)
 Arab Society for Academic Freedoms
 Architectes de l’urgence
 Asociación Habitat Pro
 Asociación La Familia Importa
 Associação Brasileira de Gays, Lésbicas e Transgêneros (2017-2020)
 Association apprentissage sans frontières
 Association congolaise pour le développement agricole
 Association Debout femmes autochtones du Congo (2017-2020)
 Association de la continuité des générations (2017-2020)
 Association de l’unité spéciale républicaine (ASUS RELUC)
 Association de lutte contre la dépendance
 Association démocratique des femmes du Maroc
 Association d’entraide médicale Guinée (2017-2020)
 Association des jeunes volontaires au service du monde environnemental
 Association des ONG de l’environnement (AOE)
 Association gabonaise pour les Nations Unies (AGNU) (2017-2020)
 Association Humanity First Cameroon
 Association internationale Soufie Alawiyya
 Association nationale des partenaires migrants
 Association nationale du civisme (2017-2020)
 Association nationale pour promouvoir la société civile et la citoyenneté
 Association pour la lutte contre le travail des enfants au Niger
 Association pour la promotion du développement local
 Association pour la santé et la prévention des maladies tropicales
 Association Santé et environnement (2017-2020)
 Association Solidarité internationale pour l’Afrique (SIA)
 Balance Promoción para el Desarrollo y Juventud
 Basic Health International
 Blagovest Centre of People’s Help International Public Charitable Organization
 Blessed Aid
 Brazzaville Foundation for Peace and Conservation
 Business Council for Sustainable Energy
 Canadian HIV/AIDS Legal Network
 Can-Go Afar Foundation
 Caribbean Association for Feminist Research and Action
 Catholic International Education Office

Cause Première
Center for Organisation Research and Education (2017-2020)
Centre d'accompagnement des alternatives locales de développement
Centre de formation et de recherche pour le développement (CFRD)
Centre de politique internationale et d'analyse des conflits (CDPIAC)
Centre de recherches et de promotion pour la sauvegarde des sites et monuments historiques en Afrique
Centre Europe-tiers monde
Centre for Communication and Sustainable Development for All (CECOSDA)
Centre for Legal Rights Advancement
Centre for Promoting Alternatives to Violence (PAVe)
Centre for Social Justice, Limited by Guarantee
Centre for Youth and Social Development
Centre intercommunautaire congolais pour les personnes avec handicap
Centrist Democratic International
Charter of Union of Legal Persons in the Form of Association « Internet Association of Kazakhstan »
Children's Hope India, Inc.
Chin Human Rights Organization
China Foundation for Peace and Development
Chinese Young Volunteers Association
Club des jeunes aveugles réhabilités du Cameroun
Co-habiter
Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT)
Collectif sénégalais des africaines pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement
Comité catholique contre la faim et pour le développement
Community Alliances for Drug Free Youth
Community Development Programme (SDP)
Community Emergency Response Initiative (2017-2020)
Compassion in World Farming (2017-2020)
Confédération des organisations familiales de l'Union européenne
Conoscenza e Innovazione – Scuola di Sociologia e di Ricerca Interdisciplinare
Conservation International Foundation
Consortium d'appui aux actions pour la promotion et le développement de l'Afrique (CAPDA)
Cooperation for Peace and Development
Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas (2017-2020)
Defense Small Arms Advisory Council
Detroit Rescue Mission Ministries
Deutsches Komitee für UN-Women, eV (2017-2020)
Dışışleri Mensupları Eşleri Dayanışma Derneği
Domuni
Drepavie
Eaglesworth Human Empowerment Foundation
Eastern Regional Organization for Public Administration
EcoHealth Alliance
Éducation globale et développement
Education International
Election Network Society in the Arab Region
Engender
Environmental Camps for Conservation Awareness
Environment-People-Law
Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains (2017-2020)

EUROSOLAR Turkey
 Exchange and Cooperation Centre for Latin America/Centre d'échanges et de coopération avec l'Amérique latine
 Exodus Cry, Inc.
 Families of the Missing
 Fédération des ligues des droits des femmes
 Federation of Independent Trade Unions of Russia
 Femmes informations juridiques internationales Rhône-Alpes
 First Modern Agro. Tools – Common Initiative Group (FIMOATCIG)
 Fondation Afrique développement international (FADI)
 Fondation d'Auteuil
 Fondation généreuse développement
 Fondation pour les études et recherches sur le développement international (2017-2020)
 Fondation pour un centre pour le développement socio-économique/
 Foundation for a Center for Socio-Economic Development
 Fondation VIMANIS
 Friends of UNFPA
 Fundação Antonio Meneghetti
 Fundación Democrática Ítalo-Americana
 Fundación Educando
 Fundación Lonxanet para la Pesca Sostenible
 Fundacja Małgorzaty Koniuszewski i Adama Koniuszewski – The Bridge
 Gana Unnayan Kendra (GUK)
 General Confederation of Trade Unions
 Génération recherche action et formation pour l'environnement
 Global Economist Forum
 Global Foundation for Democracy and Development, Inc. (2017-2020)
 Global Network of People Living with HIV/AIDS (2017-2020)
 Global Peace and Development Organization (GPDO)
 Global Voices
 Global Witness
 Grameen Shakti
 Green Asia Network
 Groupe pivot – Droits et citoyenneté des femmes
 Havatzelet Cultural and Educational Institutions of HaShomer HaTzair, PPC
 Healthier Hearts Foundation
 Heungsadahn, a Corporation
 Hong Kong Federation of Women's Centres
 Hope for Africa
 Hope Foundation NGO
 Human Development Initiatives
 Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries
 IBUKA – Mémoire et Justice-Section Suisse
 IDEAS for Us
 Il Cenacolo
 Ilitha Labantu (2017-2020)
 Imamia Medics International
 IMPACT Initiatives (2017-2020)
 Incorvuz-XXI
 Indigenous People of Africa Coordinating Committee
 Institut arabe des droits de l'homme (2017-2020)
 Institut international de l'écologie industrielle et de l'économie verte

Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme (IIPJDH)
(2017-2020)
Instituto de Tecnologia e Sociedade
Instituto Global Attitude
Instituto São Paulo Sustentável
Instituto Sou da Paz
Integrated Regional Support Programme
Inter-African Committee on Traditional Practices Affecting the Health of
Women and Children (2017-2020)
International Association for Humanitarian Medicine Brock Chisholm
International Association for Integration, Dignity and Economic Advancement
(IDEA)
International Association for Women's Mental Health
International Centre for Women and Child
International Council of Chemical Associations
International Federation of Training and Development Organisations, Ltd.
International Forestry Students' Association
International Network for Standardization of Higher Education Degrees
(INSHED)
International Rainwater Harvesting Alliance
International Women Bond (2017-2020)
International Women's Democracy Center
International Women's Writing Guild
Interregional Non-Governmental Organization « Centre for Support of
Indigenous Peoples of the North (CSIPN) »
Iraqi Al-Amal Association
Israel Women's Network
İstanbul Kadın ve Kadın Kuruluşları Derneği
Japan Center for a Sustainable Environment and Society (2017-2020)
Jeunesse étudiante tamoule
José Martí Cultural Society
Jossour forum des femmes marocaines
Kalyani
Kiwaniis International
Kongres Wanita Indonesia
Korean National Council of Women
La Brique
Law Enforcement Action Partnership, Inc.
Lesbian and Gay Federation in Germany
Le secours catholique
Líderes Promoviendo la Cultura de la Legalidad, AC
Ligue pour la solidarité congolaise
Living Proof Initiative for Hope
Maasai Aid Association (MAA)
Marmara Group Strategic and Social Research Foundation
Maruah – Working Group for an ASEAN Human Rights Mechanism, Singapore
Mercy Corps
Mijoro Mandroso (MiMa)
Mother of Hope Cameroon Common Initiative Group
Mouvement alternatives citoyennes
Mouvement panafricain Jeunes pour la reconstruction, la réforme et la
révolution culturelle au Tchad et en Afrique (JRRRC)
National Association for Resource Improvement
National Association of Criminal Defense Lawyers

National Congress of American Indians
 Nehru Foundation for Development – Centre for Environment Education
 Society
 Nepperhan Community Center, Inc.
 Network « Earth Village »
 New South Wales Aboriginal Land Council
 New Vision International (NVI)
 Non-Governmental Organization Federation of Nepal
 Observatoire national pour les droits de l'électeur
 Organisation internationale pour l'avancement politique des Africaines
 (OIAPA)
 Organisation marocaine des droits humains
 Organisation sociale des missionnaires pour l'éducation des enfants démunis
 Organization for Community Development Project
 Oui pour une enfance noble
 Pacific Islands Association of Non-Governmental Organisations
 Partage et action en synergie pour le développement
 Partenariat français pour l'eau (PFE)
 Partnership Africa Canada (2017-2020)
 Peace Brigades International Switzerland
 Persons with Disability Initiative, Nigeria
 Plataforma Mulheres em Acção
 Playdoo-Côte d'Ivoire
 Presse emblème campagne
 Projonma Academy
 Public Association Women's Organization « Alga » (2017-2020)
 Public Eye, Verein auf der Grundlage der Erklärung von Bern, Bern
 Qatar Charitable Society (2017-2020)
 Quintessential Business Women Association (2017-2020)
 Rainforest Foundation International
 Rastriya Adiwasi Janajati Mahila Manch Nepal
 Rede Nacional de Combate ao Tráfico de Animais Silvestres (RENCTAS)
 Registered Trustees of Pastoralists Indigenous Non-Governmental Trust
 (PINGOs Forum) (2017-2020)
 Réseau des organisations féminines d'Afrique francophone
 Réseau d'intervention, pour la protection et promotion de l'enfant et famille
 dans la communauté
 Resource Institute of Social Education
 Russian Academy of Natural Sciences
 Saferworld
 Saint Petersburg Institute of Bioregulation and Gerontology of the North-
 Western Branch of the Russian Academy of Medical Sciences
 Sankalpa – Women Alliance for Peace and Democracy
 Savera Society for Human Initiatives
 Secours populaire français
 Servitas Cameroon (2017-2020)
 Sihtasutus Eesti Inimõiguste Keskus
 Silatech
 Solar Electric Light Fund
 Solidarité pour le développement communautaire
 Special Abilities Development Association (SADA)
 SPHER International, Ltd.
 Stichting Europe against Drugs (EURAD)
 Strategic Alignment of Like Minds, Inc.

Tarhuk Samaj
Tarumitra (2017-2020)
Tchad Agir pour l'environnement
The Agatha Foundation, Inc.
The Denis & Lenora Foretia Foundation, Inc.
The International Coalition of Historic Site Museums of Conscience
The Sant Nirankari Mandal, Delhi
The Zahra Trust (2017-2020)
Third World Network – Afrique
Tiye International
Tomorrow's Women Development Organisation
Traditions pour demain
Un Ponte per ...
Union des nations pour l'enseignement, la science universelle et les droits de
l'homme
United Malian Women Association USA, Inc.
Unspoken Smiles Foundation
Vie et santé du centre
Vienna Institute for Development and Cooperation
Vivegam Godfrey
Vues et voix
Womankind Worldwide
Women in Law and Development in Africa
Women in Law and Development in Africa – Togo Section/Femmes, droit et
développement en Afrique – section Togo (WILDAF/FEDDAF – Togo)
Young Diplomats of Canada
Zoological Society of London

d) de noter que le Comité a pris acte du retrait par les organisations suivantes de leur demande d'admission au statut consultatif :

China Group Companies Association
The Center for Bioethics and Culture

e) de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 30 organisations non gouvernementales ci-après, qui n'ont pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions posées par les membres du Comité :

Alliance to End Plastic Waste, Inc.
Allianz für Demokratie in Laos, eV (ADL)
Al-Rafidain Center for Dialogue
Angkatan Belia Islam Malaysia (ABIM)
Arabian Rights Watch Association
Asian Federation against Involuntary Disappearances, Inc. (AFAD)
Association of Operators for Waste and Animal By-Products Disposal
Installations
Autonomous Non-Profit Organization Humanitarian Programs Organization
« Russian Humanitarian Mission »
Avaaz Foundation
CARE Egypt Foundation for Development
Center for Human Rights Defender Association
Chanan Development Association
Fundacja Otwarty Dialog
General Union of Arab Experts
Incentive Care Foundation

Instance démocratique pour la citoyenneté et les droits de l'homme
 International Organization for Cooperation in Evaluation
 International Youth Alliance for Family Planning
 Mam Humanitarian Foundation (MHF)
 Nations Global Consulting, LLC
 NOVACT
 Pakistan Association of Private Medical and Dental Institutions (PAMI)
 Pakistan Press Foundation
 Pouya Institute for Communications and Social Development
 Red Latinoamericana y del Caribe de Personas Trans (RedLacTrans)
 Taraqee Foundation
 The National Democratic Institute for International Affairs (NDI)
 The ONE Campaign
 Yeshua Fellowship
 Youth4Nature Foundation

f) de ne pas accorder le statut consultatif aux 7 organisations ci-après :

American Center for International Labor Solidarity
 Christian Solidarity International (CSI)
 Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)
 The Bar Human Rights Committee
 The Center for Justice and Accountability
 The Global Initiative against Transnational Organized Crime (GI-TOC)
 The New Woman Foundation

Projet de décision II

Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil économique et social

Ayant confirmé, à la reprise de sa session de 2023, que le Secrétariat avait appelé aux organisations non gouvernementales n'ayant pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance qu'elles étaient tenues de le faire, leur avait expliqué les conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} mai 2023 et avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d'un an, le statut consultatif des 270 organisations non gouvernementales ci-après et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées :

28. Jun
 Academy of Dentistry International
 Ação Nacional para o Desenvolvimento Comunitária (ANADEC)
 Action pour l'éducation et la promotion de la Femme
 Actions communautaires pour le développement intégral
 Actions et interventions pour le développement et l'encadrement social
 African Foundation for Human Advancement
 Agir pour l'épanouissement de l'enfant et de la femme en Afrique (APEEFA)
 Aleradah & Altageer National Society
 Alianza ONG
 All Christians Welfare Association
 Allied Rainbow Communities International

All-Ukrainian Public Organization « Christian Rehabilitation Centers Association, for Drug and Alcohol Addicted People »
Al-Maqdese for Society Development
American College of Sports Medicine
ANA-VIE
Apex Voluntary Agency for Rural Development
Argentine Society of Pediatrics
« Armenian Lawyers' Association » Non-Governmental Organizations
Asia Pacific Basin for Energy Strategies Association, Inc.
Asian Indigenous and Tribal Peoples Network (AITPN)
Asian-Eurasian Human Rights Forum
Asmau Foundation for Orphans and the Less Privileged
Asociación Civil Consorcio Desarrollo y Justicia
Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente
Associação Brasileira de Assistência às Famílias de Crianças Portadoras de Câncer e Hemopatias (ABRACE)
Association africaine de l'eau
Association Avenir NEPAD-Congo
Association des citoyens pour le progrès du centre (ASCIPROC)
Association des états généraux des étudiants de l'Europe
Association des femmes pour le développement à la base
Association Diogenis : Drug Policy Dialogue in South East Europe
Association for Assistance to Families with Disabled Children
Association for Sustainable Human Development
Association internationale des droits de l'homme
Association marocaine pour la promotion de la femme rurale
Association nationale pour l'évaluation environnementale
Association of Women for Action and Research
Association of Women in Technology in Nigeria
Association pour la formation et l'insertion sociale de l'adolescent et de la femme (AFISAF)
Association pour l'amélioration des conditions de vie des prisonniers en Mauritanie
Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral
Awesome Treasures Foundation
Ayande Roshan Nokhbegan Foundation
Aziz Mahmûd Hüdâyi Vakfı
Belediye ve Özel İdare Çalışanlari Birliği Sendikası
Biopolitics International Organisation
BioRegional Development Group
British Columbia Civil Liberties Association
Capital Humano y Social Alternativo
Caucus of Development NGO Networks
Center for Development of Civil Society
Center for Oceans Law and Policy (COLP)
Centralized Religious Organization – Muslim Religious Board of the Republic of Tatarstan
Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH-H)
Centre féminin pour la promotion du développement (CEFEPD)
Centre for African Israeli Friendship
Centre for Youth and Development Limited
Centro de los Derechos del Migrante, Inc.
Centro di Ricerca e Documentazione Febbraio 74
Christian Aid

Community Development and Welfare of the Less Privileged Initiative
Community Initiatives for Development in Pakistan (CIDP)
Confederación Autismo España
Congregazione delle Suore Ospitaliere del Sacro Cuore di Gesù
Connecting Gender for Development
Coral Guardian
Dave Omokaro Foundation
David Lynch Foundation for Consciousness-Based Education and World Peace
Dementia Action Alliance
Dialogue Afrique-Europe
Diplomaten für internationale Verbindungen von Mensch & Wirtschaft eV
(DMW)
Dir Rural Development Organization
Dones per la Llibertat i Democràcia
Eau vive internationale
Échange pour l'organisation et la promotion des petits entrepreneurs au Togo
(ECHOPPE-Togo)
Egyptian Council for Foreign Affairs
El Hikma Organization for Health and Social Welfare
Embajada Mundial de Activistas por la Paz Corp./Global Embassy of Activists
for Peace Corp.
Emperor Gaza International Foundation
Ethiopia Change and Development Association
Ethiopian World Federation
Europäische Plattform für die Gewinnung unterirdischer Energie « Earth
Energy », eV
European Humanist Federation
European Space Policy Institute
Éveil
Femmes Afrique solidarité
Fondation Chantal Biya
Fondation d'entreprise Sanofi Espoir
Fondation Jean et Jeanne Scelles
Forum méditerranéen pour la promotion des droits du citoyen
Friends Group
Fundação de Apoio a Pesquisa Científica, Educacional e Tecnológica de
Rondônia
Fundación AlvarAlice
Fundación Cooperadora de la Nutrición Infantil (CONIN)
Fundación del Empresariado Chihuahuense AC
Fundación Eudes
Fundación para la Protección de los Árboles « La Iguana »
Gabasawa Women and Children Empowerment Initiative
Gargar Foundation for Development
Gender at Work
Giving Back Fund, Inc.
Global Alliance on Accessible Technologies and Environments
Global Applied Disability Research and Information Network on Employment
and Training
Global Civil Initiatives, Inc.
Global Education Motivators
Global Medicare Foundation
Gram Bharati Samiti
Great Africa Youth Empowerment & Development Initiative

Greater Impact Foundation, Inc.
Haritika
Harm Reduction Coalition
Hayal Ortakları Derneği
Healey International Relief Foundation, Inc.
Health Development Project – Sierra Leone
Health on the Net Foundation (HON)
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue
Heritage Life Buoy Foundation
Hope for the Needy Association
Human Rights Commission of Pakistan
Independent Development Council
Independent Institute for Monitoring the Formation of Civil Society
Independent Movement
Instituto Etnia Planetária
Integrated Development in Focus
International Alliance of Patients' Organizations
International Association of Professionals in Humanitarian Assistance and
Protection
International Charitable Foundation « Alliance for Public Health »
International Congo Aid – Smile African Children
International Council for Research and Innovation in Building Construction
(CIB)
International Council of Societies of Industrial Design (ICSID)
International Council of Voluntary Agencies
International Council on Jewish Social and Welfare Services
International Council on Management of Population Programmes
International Federation of Women Lawyers
International Housing Coalition, Incorporated
International La Strada Association
International Planned Parenthood Federation, Africa region
International Public Foundation « Roza Otunbayeva Initiative »
International Relief Services
International Society for Small and Medium Enterprises
International Union for the Scientific Study of Population
International Voice of Justice
Iranian Institutional Investors Association
Italian Association for Aid to Children
Jesuit Refugee Service (JRS)
Jesus Weeps over Africa
Jeunes Verts – Togo
Jewish Voice Ministries International
Jubilee Debt Campaign
Jubilee USA Network, Inc.
Kamer-Kadın Merkezi Eğitim Üretim Danışma ve Dayanışma Vakfı (KAMER)
Kayan – Feminist Organization
Keeping Children Safe
Khuwendo Kor
Kosar Mashiz (Hazrat Zahra) Charity
Krembo Wings, RA
Leadership for Environment & Development, Inc. (LEAD International)
Lebanese Children's Foundation, Inc.
Local Governments for Sustainability
Malaysian Relief Agency Foundation

Mankind Welfare Organization
 Markengee Home for Orphans and Widows
 Miracle Corners of the World
 Mittetulundusühing Fenno-Ugria Asutus
 Mukti Nari-O-Shishu Unnayan Sangstha
 National Association of Drug Court Professionals
 National Congress of Australia's First Peoples, Limited
 National Federation of International Immigrant Women Associations
 National Rehabilitation and Development Center (NRDC)
 Natural Justice
 Network of Organizations Working for People with Disabilities, Pakistan
 New Reality International
 Nonprofit Partnership « Strategic Partnership with the Islamic World »
 Nutrition & Education International
 Observatoire international – Communes des nations pour la paix pour le
 développement en commun des communes pour la non-violence section
 anti-terroriste
 Ocean Lifeline, Inc.
 Ocean Sanctuary Alliance, Inc.
 Okuolu International, Limited
 Operation ASHA
 Operation Mercy
 Organisation Aide et action internationale
 Organisation des femmes pour la formation et le développement
 Organisation des hommes démunis et enfants orphelins pour le développement
 Organisation pour une nouvelle vision de la jeunesse d'Haïti (OPNVJH)
 Organization for the Solidarity of the Peoples of Asia, Africa and Latin
 America
 Pakistan Fisherfolk Forum
 Panafrican Women Association (PAWA)
 Pan-African Women's Organization
 Parents – Enfants maltraités – Renouveau et espérance pour les familles
 Partners for Transparency
 People's Decade of Human Rights Education
 Persatuan Kesedaran Komuniti, Selangor
 Persatuan Pengasih Malaysia (Pengasih)
 Rainforest Foundation
 Rassemblement des frères unis pour le développement socio-culturel
 (RAFUDESC – Bénin)
 Réseau international des droits humains (RIDH)
 Resource Centre for Environmental and Sustainable Development
 Rivers of Hope and Humanitarian Initiative
 Ruh Sağlığında İnsan Hakları Girişimi Derneği
 Rural Care Ministries, Jupudi
 Russian Community of Latvia
 Safe Society
 Sahara Economic Development Organization
 Sam Ban Noah of America Organization, Inc.
 Share International, Inc
 Sheba Shangstha
 Shine Children and Youth Services
 Shirley Ann Sullivan Educational Foundation
 SIETAR Austria/Gesellschaft für interkulturelle Bildung, Training und
 Forschung

Sillamäe Lastekaitse Ühing
Social Activities for Environment (SAFE)
Social Development Center
Society for Public Education Cultural Training & Rural Action (SPECTRA)
Society of American Law Teachers, Inc.
Sree Saraswathi Thyagaraja College
Stichting dance4life
Stichting International Mediation Institute
Sudan Volunteers Organization for Human Rights and Development
Sudanese Women Parliamentarians Caucus
Suivi des couvents vodoun et conservation du patrimoine occulte
(SUCOVEPO)
Sun Charity USA
Sustainability for Seychelles
Tanzania Development Support, NFP
Terra de Direitos
The American International Center for Peace and Human Rights
The Arab Chamber of Commerce & Industry
The Association of People with Disability
The Bible Hill Youth Club
The Campaign to Keep Guns Off Campus, Inc.
The Dame Jane Foundation
The Ford Foundation
The Global LPG Partnership, Inc.
The Irish Society for the Prevention of Cruelty to Children
The Kinsey Institute for Research in Sex, Gender and Reproduction, Inc.
The Law Society
The New York Fertility Research Foundation, Inc.
The Order of St. Stanislas, eV/Der Orden des Heiligen Stanislaus, eV
The Small Earth Nepal
The Vanier Institute of the Family/Institut Vanier de la famille
The Youth Coalition for Education in Liberia, Inc. (YOCEL)
Tides Center
Towards Zero Foundation
Transdiaspora Network, Inc.
Trung tâm Phát triển Nông thôn Bền vững
Truth in Reality, Inc.
Ukrainian Non-Governmental Socio-Political Association – National Assembly
of Persons with Disabilities
Union Women's Center
Universal Muslim Association of America, Inc.
Universal Rights Group
Universitas 21
Vikas Samiti
Vishnu Dayal Shiksha Samiti
Voluntary Aid Association
War Widows Association
WaterLex
Welfare and Nature Club of Naikhyongchari
Wockhardt Foundation
Women Aid Collective
Women and Development Association in Alexandria
Women's Home & Overseas Missionary Society
Women's Intercultural Network

Women's Organization for Development & Capacity-Building - Labena
 World Habitat
 World Organisation against Torture
 World Road Association
 World Student Christian Federation
 YellowJerrycan Save a Child Foundation
 Youth Afrique Leadership Forum
 Zala briviba

Projet de décision III

Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2023/306 du 7 décembre 2022, de réadmettre au statut consultatif les 32 organisations non gouvernementales ci-après, qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance :

African Women Empowerment Guild
 Associação Brasileira de Gays, Lésbicas e Transgêneros
 Association Debout femmes autochtones du Congo
 Association de la continuité des générations
 Association d'entraide médicale Guinée
 Association gabonaise pour les Nations Unies (AGNU)
 Association nationale du civisme
 Association Santé et environnement
 Center for Organisation Research and Education
 Community Emergency Response Initiative
 Compassion in World Farming
 Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas
 Deutsches Komitee für UN-Women, eV
 Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains
 Fondation pour les études et recherches sur le développement international
 Global Foundation for Democracy and Development, Inc.
 Global Network of People Living with HIV/AIDS
 Ilitha Labantu
 IMPACT Initiatives
 Institut arabe des droits de l'homme
 Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme (IIPJDH)
 Inter-African Committee on Traditional Practices Affecting the Health of
 Women and Children
 International Women Bond
 Japan Center for a Sustainable Environment and Society
 Partnership Africa Canada
 Public Association Women's Organization « Alga »
 Qatar Charitable Society
 Quintessential Business Women Association
 Registered Trustees of Pastoralists Indigenous Non-Governmental Trust
 (PINGOs Forum)
 Servitas Cameroon
 Tarumitra
 The Zahra Trust

Projet de décision IV
Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales,
en application de la résolution 2008/4 du Conseil

Ayant confirmé, à la reprise de sa session de 2023, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance et dont le statut avait été suspendu par le Conseil économique et social en application de sa décision 2023/306 du 7 décembre 2022 qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, qu'il les avait averties des conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} mai 2023 et qu'il avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2023/306 du 7 décembre 2022, de retirer immédiatement le statut consultatif aux 172 organisations non gouvernementales ci-après et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées :

Aequalia
African Women's Association
Agro Professional Care Foundation – Yola
Akademsko Drustvo za Medunarodne Odnose
American Diabetes Association, Inc.
Arab Red Crescent and Red Cross Organization
Asociación Española de Directivos, AED-1996
Asocio Esperanto Radikala
Association culturelle d'aide à la promotion éducative et sociale
Association des femmes pour la paix et encadrement des familles (AFPEFAM)
Association for Citizen's Tolerance and Cooperation
Association for Development, Education and Labour (ADEL)
Association for Protection of Maternity, Infancy and Family João e Maria
Association mauritanienne pour la transparence et le développement
Association of African Women for Research and Development
Association of Youths with Vision (AOYWV)
Association pour le développement culturel (ADEC)
Association pour le développement des initiatives citoyennes et européennes
Association pour le développement durable, la promotion des droits humains et la lutte contre la pauvreté
Association Solidarité pour les personnes vivant le veuvage
Association togolaise d'étude de recherche et d'appui au développement humain durable (ASTERADHD)
Australian Catholic Social Justice Council
Autre vie
Bangladesh Jatiyo Mahila Ainjibi Samity
Benevolent Community Education and Rural Development Society (BERDSCO)
Binaytara Foundation
Blood Donors Organisation for Social Service Pakala (BOSS Pakala)
Católicas por el Derecho a Decidir Córdoba
Centre africain d'échange culturel
Centre de recherche et d'éducation pour le développement (CREPD)
Centre d'observation et de promotion de l'état de droit (COPED)
Centre for Disaster Risk and Crisis Reduction
Centre for Gerontological Studies
Centre for Peace, Culture and Environmental Studies
Centre for Policy Dialogue

Centre for Research in Rural and Industrial Development
Centre international de recherche – Action pour un développement durable
Centres d'accueil de l'espoir (CAES)
Centro Panafricano Kituo Cha Wanafrika
Centrul European pentru Prevenirea Adicțiilor
Charity Foundation for Special Diseases
Child Aid Development Foundation International (CADFIN)
Child Soldiers International
China Academy of Culture, Limited
Civil Society Platform For Social Protection
Collectif haïtien des droits humains (CHDH)
Comité des observateurs des droits de l'homme
Community Active in Development Association (CADA)
Community Youth Network Program (CYNP)
Conserve Africa Foundation
Contact Base
Cultural Meeting Foundation
Distance Education for Africa (DE Africa)/Enseignement à distance pour l'Afrique
Education, Communication and Development Trust (EDUCATR)
English International Association of Lund (Sweden)
Environment Action Association
Environmental Protection and Conservation Organisation
European Business Club Association, eV
Fairways Accommodation Support Trust
Family Care International
Family Planning Association of Bangladesh (FPAB)
Farmers Educational & Cooperative Union of America
Fédération nationale des CIDFF
Federation of American Scientists
Fondation Vivons ensemble
Foundation for Disabled Women
Fundación DARA Internacional
Fundación Educación y Cooperación (EDUCO)
General Arab Women Federation
Geopolitikai Tanács Közhasznú Alapítvány
Global Campaign for Climate Action
Global Political Trends Center
Global Wind Energy Council
Green Cross International
Habitat Alliance
Help for the Andes Foundation
Holt Children's Services, Inc.
Human Appeal International (UK)
Human Security Initiative Organization
INA (Māori, Indigenous & South Pacific) HIV/AIDS Foundation
Institute for International Economic Cooperation and Development
Institute for Youth Development
Integrated Care Society
Inter-Faith Vision Foundation Cameroon
International Architects Designers Planners for Social Responsibility
International Black Sea Club
International Family Forestry Alliance, Inc.
International Initiative for Peace
International Network of Women Engineers and Scientists

International Rights of Way Association
International Social Science Council
Iraqi Al-Mortaqa Foundation for Human Development
Karabakh Foundation
Korea Civil Society Forum on International Development Cooperation
Korea Spinal Cord Injury Association
Korean Foundation for World Aid
Leadership for Environment and Development – Pakistan
League of Kenya Women Voters
Les Amis des enfants
Les Oeuvres sociales pour les actions de développement
Light House
Lokmanya Sewa Sangh Parle
Major Groups Partnership on Forests
Mama Zimbi Foundation
Manav Seva Sansthan (SEVA)
Mayan Families
Migrants Rights International (MRI)
Namaa Association of Social Development
National Association of Realtors
Navjivan Foundation
New York Encounter
Novartis Foundation for Sustainable Development
Open City International Foundation, Inc
Organization for International Economic Relations
P3 Foundation
PathFinders, Limited
Peace & Livelihood Support Organisation
People and Police for Egypt for Culture and Scientific Services
Philippine Human Rights Information Center, Inc.
Positive Planet
Prevention Association of Social Harms (PASH)
Professional Women’s Network Madrid
Reach Out to Asia (ROTA)
Rede Latino Americana de Organizações Não Governamentais de Pessoas com
Deficiência e suas Famílias (RIADIS)
Rural Planning and Developmental Organization
Rural Relief Foundation
Rwanda Women Community Development Network
Rwenzori Center for Research and Advocacy (RCRA)
Samaj Kalyanka Lagi Yuwa Nepal
Shalupe Foundation
Shikhar Chetna Sangathan
Société civile africaine sur la société de l’information, réseau pour les TIC et
le développement
Society for Environment and Development
Society of Research Administrators International, Inc
SOS Rassismus und Diskriminierung Schweiz
Special Talent Exchange Programme
St. Louis Aquacenter, Inc.
Sukalyan Welfare Society
Swiss Peace Foundation
Synergie développement et partenariat international (SYDEPI/SYFODIP)
The Center of Food Industries Association

The Council of Technical Education and Training
 The Global Health Review, Inc.
 The HAMS Harm Reduction Network, Inc.
 The Hashoo Foundation
 The Leading Association Alryada for Development Studies and Human Rights
 The Mary Robinson Foundation
 The Red Elephant Foundation
 The Susan G. Komen Breast Cancer Foundation, Inc.
 The Women Striving for Brighter Tomorrow
 Trauma Foundation
 TrustAfrica
 Turnstone Global
 Ukrainian Charity Fund « Social Partnership »
 Union C
 Unión de Asociaciones Familiares
 UP Planning and Development Research Foundation, Incorporated
 urbaMonde – Suisse
 Viešoji įstaiga « Trust in Development »
 Virutcham Magalir Munnetra Kazangiam, Virudhunagar
 Vrienden van Congo
 Water Safety Initiative Foundation
 Women and Media Collective
 Women and Memory Forum
 Women Awareness Center Nepal
 Women of Africa
 Women's Rights Center
 World Martial Arts Union
 World Public Forum – Dialogue of Civilizations
 Worldwide Coalition for Peace, Inc.
 Youth for a Child in Christ
 Youth Social Service Organization, Pulpally

Projet de décision V

Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2024 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social :

a) décide que la session ordinaire de 2024 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendra du 22 au 31 janvier et le 9 février et que la reprise de la session aura lieu du 28 mai au 5 juin et le 14 juin ;

b) approuve l'ordre du jour provisoire de la session de 2024 du Comité, établi comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement ;

- c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
- 4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif dont l'examen a été reporté ;
 - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.
- 5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.
- 6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
- 7. Rapports spéciaux.
- 8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
- 9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2025 du Comité.
- 10. Adoption du rapport du Comité.

Projet de décision VI

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2023

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2023.

II. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures » et le point 3 b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 16^e à sa 23^e séance et de sa 26^e à sa 28^e séance, du 15 au 18 mai et les 22 et 23 mai. Il était saisi des documents suivants :

- a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil reçues d'organisations non gouvernementales dont le

Comité a reporté l'examen lors de sessions tenues entre 2008 et 2023 (E/C.2/2023/CRP.44) ;

b) Mémoires du Secrétaire général relatifs aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2023/R.2/Add.20 à 36).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », à sa 16^e séance et de sa 19^e à sa 23^e séance et de sa 26^e à sa 28^e séance, du 15 au 18 mai et les 22 et 23 mai. Il a examiné 296 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

4. À ses 21^e et 28^e séances, les 17 et 23 mai, le Comité a noté que les deux organisations non gouvernementales The Center for Bioethics and Culture et China Group Companies Association avaient décidé de retirer leur demande.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

5. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif spécial aux 26 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Accountability Lab, Inc.
 Africa Faith and Justice Network
 Amitofo Care Center International
 Arab Media Union
 Associazione Nazionale Volontarie Telefono Rosa - Centro di Orientamento
 per i Diritti della Donna, ONLUS
 Best Practices Policy Project, Inc.
 Colegio Colombiano de Psicólogos
 Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie
 Dialogue & Development Forum
 Egyptian Federation for Development and Social Protection Policies
 European Network on Cultural Management and Policy
 Feminist Legal Clinic, Inc.
 Fondazione Circolo Fratelli Rosselli
 Fundación Ciudadanía y Desarrollo
 Georgian Academy of Criminology Sciences
 Human Rights Protection Group and MFP Federation
 International Center for the Study, Prevention and Treatment of
 Multigenerational Trauma, Inc.
 National Federation of Business and Professional Women's Clubs of Japan
 Œuvre d'Orient
 Public Association « Regional Consumer Protection Society » (PA « Regional
 Consumer Protection Society »)
 Students for Global Democracy Uganda
 Tamdeen Youth Foundation
 The Conflict and Environment Observatory
 The VII Foundation, Inc.
 Vithu Trust Fund
 Zam Zam Foundation

Demands dont l'examen a été reporté

6. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des demandes d'admission des 231 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à la reprise de sa session de 2023 :

Action League for Palestinians of Syria, Ltd.
All India Council of Human Rights Liberties & Social Justice
All Survivors Project Foundation
Alma Mater Studiorum – Università di Bologna
ALQST Human Rights
Al-Quds University
American Medical Women's Association, Inc.
Arab Organization for Arabization and Communication
Arci Culture Solidali, APS (ARCS)
Armenian Women for Health and Healthy Environment, NGO
Asociación Civil Grupo SURES
Asociación Psicoanalítica de Madrid
Asociația Obștească Centrul de Dezvoltare și Susținere a Inițiativelor
Cetățenilor « Resonance »
Asociația Romanian Women's Lobby
Associação Nacional de Juristas Evangélicos (ANAJURE)
Association Achbal Maroc culturelle et artistique
Association d'aide aux migrants (ADAM)
Association de l'alliance nationale des Chourafa Naciryiene et leurs cousins,
chargés des affaires de la Zaouia Naciria
Association de la femme saharienne pour le développement intégré
Association des juristes spécialisés en droits étrangers
Association des Marocains victimes d'expulsion arbitraire de l'Algérie
Association Femmes solidaires (AFS)
Association for Social Solidarity and Empowerment Training Trust (ASSET)
Association of Civilians and Organizations for Corporate Learning
Development « MAKO »
Association of Lawyers of Russia
Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention
and Socially Dangerous Behaviour « National Anti-Drug Union »
Association of Women for Awareness & Motivation (AWAM)
Association Tous pour l'intégration des migrants au Maroc
Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica
Baghbaan
Beijing People's Association for Friendship with Foreign Countries
Belarusian Fund of Peace
Bonyad Jahadi Mehr Alreza Utility
Canadian Lutheran World Relief
CARE Scandinavia – Citizens against Radicalism & Extremism
Ceasefire Centre for Civilian Rights
Center for Military Human Rights Korea (CMHRK)
Centre for Participatory Democracy
Centre for Research and Development
Centre Idriss El Fakhouri des études et de recherches en sciences juridiques
Oujda
Centro Intercultural de Estudios de Desiertos y Océanos, AC
Child Nurture and Relief Kashmir
Coalition pour l'abolition de la prostitution (CAP)
Common Good Foundation, Inc.

Congrès mondial Amazigh (CMA)
Cooperazione Internazionale Sud Sud
Coppieters Foundation
Council for Sustainable Peace and Development
Dalit Solidarity, Inc.
Darülaceze Vakfi
Den Norske Helsingforskomité
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Direct Focus Community Aid
Dr. A. P. J. Abdul Kalam International Foundation
Dünya Etnospor Konfederasyonu
EDUFUN Foundation Trust
Ensaaf, Inc.
Environmental and Societal Development Foundation
Ethiopian Genocide Committee 1935-1941, Inc.
Euro-Mediterranean Human Rights Monitor
Euro-Mediterranean Human Rights Network
European Foundation for South Asian Studies
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)
European Network of Migrant Women
Fn-sambandet i Norge
Fondazioni « Yesilay »
Fondation Youya pour promouvoir l'excellence en la jeunesse africaine
Fondazione Pangea, ONLUS
Forum of European Muslim Youth and Student Organisations
Foundation for a Drug-Free World
Foundation of the National Council of YMCAs of Korea
Free the Slaves
Fundació Josep Irla
Fundación Venezolana por el Derecho a la Vivienda
Gazze Destek Association
Geneva Call
Girija Prasad Koirala Foundation for Democracy Peace and Development
Global Alumni Alliance
Global Citizen Forum
Global Detention Project
Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global Village Forum Chakwal c/o Shaheen Degree College Chappar Bazar
Chakwal
Green Camel Bell
Gulf International Center for Legal Business Solutions
Hayrat Humanitarian Aid Association
Hellenic Institute of Cultural Diplomacy Non-Profit Civil Association
Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad
Human Environmental Association for Development (HEAD)
Human Rights Activists
Human Rights Initiative
Human Rights Protection Organization
Humanity Diaspo
IFEX
Ilankai Tamil Sangam, Inc.
Imam Khomeini Relief Foundation
Institute of Peace and Diplomatic Studies (IPD)
International Action Network for Gender Equity and Law

International Anti Terrorism Movement
International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos
« Alashara »
International Civil Society Action Network, Inc.
International Coordinating Council on Trans-Eurasian Transportation (CCTT)
International Cultural Diversity Organization
International Funders for Indigenous Peoples, Inc.
International Human Rights Commission/Commission internationale des droits
de l'homme/Mezinárodní komise pro lidská práva – nadační fond
(IHRC – nadační fond)
International Human Rights Organization
International Society of Criminology
International Young Catholic Students
International Youth Federation
Intl. WeLoveU Foundation
Islamic Relief Committee
Kandılarla Dayanışma Vakfı
Karim Khan Afridi Welfare Foundation
Keshava Kripa Samvardhana Samiti
Khalsa Aid International
Khmers Kampuchea-Krom Federation
Kite Oxford
Kvinnors Nätverk
Labdaros ir paramos fondas « Nevyriausybių organizacijų informacijos ir
paramos centras »
Lahore Educational and Welfare Society
Leaders club de développement des compétences de la vie
Legal Aid Society
LES Musulmans (LM)
Life Bliss Foundation (Singapore)
Life Bliss Foundation, Inc.
L'institut européen de droit international et les relations internationales
(IEDI)/The European Institute for International Law and International
Relations (EIL)
Luftbrücke Irak, eV
L'Union marocaine des conseils et associations de la société civile
Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (MEDEL)
Mamanet Mothers' Cachibol League in Kfar Saba – For the Community,
Registered Association
MENA Rights Group
Merciful Souls, RA/Al-Qolub Al-Rahima, RA
« Mission Armenia » Charitable Non-Governmental Organization
Mnemonic Non-Profit Entrepreneurial Company with Limited Liability
Moscow Helsinki Group
Muslim Hands
Mwatana Organization for Human Rights
Nationaal Papoea Vereniging '95/West Nieuw Guinea
National Committee on BRICS Research
National Forum for Human Rights
Nature Labs
Nithyananda Dhyanapeetam of Oklahoma City, Inc.
Nithyananda Dhyanapeetam TCD Trust
Nithyananda Foundation
Nithyanandeshwar Devasthanam Trust

Nithyanandeshwara Paramashiva Hindu Temppl
 Nobel Women's Initiative
 Non-Governmental Organization « Association of Wives and Mothers of
 Soldiers Participating in Ato »
 Now Action & Unity for Human Rights (NAUH)
 NTC – Hands off Cain
 Òmniun Cultural
 ONG l'Ange gardien
 Organisation Tamaynut
 Organization of Female Conscience Renewal
 Österreichischer Rat für Nachhaltige Entwicklung – Österreichischer
 Nachhaltigkeitsrat für soziale, ökologische und ökonomische
 Angelegenheiten
 OxYGen Foundation for Protection of Women and Youth Rights
 Öz Gıda Sanayi ve Yardımcı İşçileri Sendikası
 Pak Special Persons Welfare Society
 Palestinian Association for Human Rights – Witness
 Panhellenic Union of Cappadocian Associations
 PAY-W Clinic
 Peace Justice Humanity and Relief Foundation
 Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)
 PeaceCorea
 Photographers without Borders
 Protection International
 Pusat Komax, Sdn. Bhd.
 Rainbow Volunteer Club
 Rescue : Freedom International
 Robert Bosch Stiftung Gesellschaft mit beschränkter Haftung
 Roosevelt House Public Policy Institute
 Salam for Democracy and Human Rights
 SAM pour les droits et les libertés
 Samajik Yuva Sangthan Sansthan
 Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society
 Shenzhen Foundation for International Exchange and Cooperation
 SJAC
 SKT Welfare
 Solidariteit/Solidarity
 Solidarity for Peace and Reunification of Korea
 SosyalBen Vakfi
 Southern Poverty Law Center, Inc.
 Sri Sharada Institute of Indian Management Research Foundation
 Stella Maris Institute of Development Studies
 Stichting InterNations Exchange
 Stichting Mideast Youth
 Stichting Volunteer Activists
 Stichting White Helmets Foundation
 Su Politikaları Derneđi
 Suomalaiset kehitysjärjestöt, ry/Finnish Development NGOs, ry (Fingo)
 Syria Relief
 Syrian Legal Development Programme
 Syrian Youth Council
 Tai Studies Center
 Terre des femmes, eV/Menschenrechte fuer die Frau, eV
 The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation

« The Awakening » – A Society for Social & Cultural Development
The Foundation for the Defense of Democracies
The Friendship League of Culture and Sport
The Global Energy Association on Development of International Research and
Projects in the Field of Energy
The Global Imams Council
The Global Initiative – Verein gegen transnationale organisierte Kriminalität
The Gulmit Educational and Social Welfare Society, Hunza Gilgit
The Humanitarian Forum
The International Center for Supporting Rights and Freedoms
The International Institute on Race, Equality and Human Rights
The Trustees of Global Peace Mission Trust Foundation
The Voice Society
Time to Help UK
TMG Research, gGmbH
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
Transitional Justice Working Group
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc. (TAOC-IG)
Turkish Marine Research Foundation (TUDAV)
Türkiye Gençlik Vakfı (TÜGVA)
Uluslararası Mülteci Hakları Derneği
Uluslararası Öğrenci Dernekleri Federasyonu
Uluslararası Yardımlaşma ve Kalkındırma Derneği
United Global Organization of Development (UGOOD)
Urgent Action Fund for Women's Human Rights
US Council of Muslim Organizations
Uyghur Human Rights Project
Water, Environment and Sanitation Society (WESS)
Welfare Association Jared
West Papua Interest Association
WeYouth
Working Women Welfare Trust
World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization
Y. S. Makhdoomi Memorial Educational Trust
Yadam Institute of Research
Youth for Human Rights Pakistan
Youth Parli of Pakistan (YPP)

7. À la 22^e séance, le 18 mai, le représentant de la Géorgie a relevé que l'organisation non gouvernementale NGO International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos « Alashara » n'avait toujours pas donné suite à la demande que lui avait faite le Comité de conformer la terminologie utilisée sur ses pages Web et ses comptes de médias sociaux à celle établie par l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire qu'il faudrait employer la dénomination « Abkhazie (Géorgie) » au lieu de « République d'Abkhazie ». L'intervenant a indiqué que, dans la deuxième partie de sa réponse la plus récente, l'organisation non gouvernementale avait déclaré que la principale raison pour laquelle elle avait utilisé une terminologie incorrecte était la « reconnaissance par la Fédération de Russie » de l'Abkhazie en tant qu'État indépendant. À cet égard, il a rappelé à l'organisation non gouvernementale que, si elle souhaitait présenter une demande d'admission au statut consultatif d'un organe de l'ONU, elle devait utiliser la terminologie reconnue et applicable aux Membres de l'Organisation, et non celle créée à la suite de la décision arbitraire d'un pays, en violation de la Charte des Nations Unies et du droit international. Il a demandé une fois de plus à l'organisation non gouvernementale de

corriger la terminologie employée sur tous ses comptes officiels et dans tous ses documents fondateurs.

The New Woman Foundation

8. À sa 26^e séance, le 22 mai, le Comité a examiné la demande présentée par l'organisation The New Woman Foundation. À la suite des questions posées à cette organisation par les représentantes du Bahreïn et du Nicaragua, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait référence à ses observations liminaires et rappelé qu'il fallait résorber l'arriéré des demandes dont l'examen était reporté depuis longtemps. Il a fait observer que l'organisation avait demandé pour la première fois en 2016 à être admise au statut consultatif auprès du Conseil et qu'elle répondait de manière approfondie aux questions du Comité depuis 2017. Il a prié le Comité de présenter au Conseil une recommandation au sujet de l'organisation, conformément aux règles et procédures énoncées dans la résolution 1996/31. Il a ajouté que les États-Unis souhaitaient vivement parvenir à un consensus sur l'octroi à l'organisation d'une accréditation auprès du Conseil, et demandé au Comité d'examiner la demande de l'organisation.

9. Le représentant de Cuba et la représentante du Pakistan ont demandé au Secrétariat de préciser pourquoi il était demandé au Comité d'examiner la recommandation d'admission au statut consultatif alors que deux de ses membres avaient posé des questions à l'organisation concernée. Le Secrétariat a indiqué que le Comité avait été invité à examiner la recommandation, mais que celle-ci ne serait pas approuvée si un désaccord se produisait.

10. Le représentant des États-Unis a déclaré qu'en cas de désaccord sur les conditions que l'organisation devrait remplir, il présenterait une motion de vote pour que le Comité recommande son admission au statut consultatif.

11. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis visant à recommander l'admission de l'organisation au statut consultatif, lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 7, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Arménie, Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ont voté contre :

Algérie, Bahreïn, Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Inde, Nicaragua, Pakistan, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Türkiye.

Étaient absents :

Libéria.

American Center for International Labor Solidarity

12. À la même séance, le Comité a examiné la demande de l'organisation American Center for International Labor Solidarity. Le représentant des États-Unis a fait observer que cette organisation avait demandé pour la première fois en 2017 à être admise au statut consultatif auprès du Conseil et qu'elle répondait de manière approfondie aux questions du Comité depuis 2019. Il a prié le Comité de présenter au Conseil une recommandation au sujet de l'organisation, conformément aux règles et procédures énoncées dans la résolution 1996/31. Il a demandé au Comité d'examiner la demande de l'organisation et ajouté qu'en cas de mise aux voix, les États-Unis

voteraient en faveur d'une recommandation visant à ce que le Conseil lui accorde le statut consultatif.

13. À la suite d'une question que le représentant de Cuba a posée à l'organisation, le représentant des États-Unis a souligné que celle-ci répondait aux questions du Comité depuis de nombreuses années. Il a présenté une motion de vote pour que le Comité recommande d'accorder le statut consultatif à l'organisation.

14. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis visant à recommander l'admission de l'organisation au statut consultatif, lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 7, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Arménie, Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ont voté contre :

Algérie, Bahreïn, Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Inde, Nicaragua, Pakistan, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Türkiye.

Étaient absents :

Libéria.

Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)

15. À la même séance, le Comité a examiné la demande de l'organisation Database Center for North Korean Human Rights (NKDB). À la suite d'une question que le représentant de Cuba a posée à l'organisation, le représentant des États-Unis a fait observer que celle-ci avait répondu de manière approfondie aux questions du Comité au cours des sept dernières années. Il a prié le Comité de présenter au Conseil une recommandation au sujet de l'organisation, conformément aux règles et procédures énoncées dans la résolution 1996/31. Il a ajouté que son pays souhaitait vivement parvenir à un consensus en vue de l'octroi à l'organisation d'une accréditation auprès du Conseil, demandé au Comité d'examiner la demande de celle-ci et indiqué qu'en cas de mise aux voix, les États-Unis voteraient en faveur d'une recommandation visant à ce que le Conseil lui accorde le statut consultatif.

16. Le représentant de Cuba a déclaré que le fait qu'il ait posé une question à l'organisation montrait que le Comité n'était pas prêt à prendre une décision à son sujet. Il a regretté que le représentant des États-Unis tente d'imposer des décisions au Comité et porte ainsi atteinte à son autorité. Le représentant des États-Unis a rappelé que l'organisation répondait de manière approfondie aux questions du Comité, et a présenté une motion de vote pour que le Comité recommande d'accorder le statut consultatif à l'organisation.

17. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis visant à recommander l'admission de l'organisation au statut consultatif, lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 4, avec 4 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 14 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

États-Unis d'Amérique, Géorgie, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ont voté contre :

Algérie, Bahreïn, Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Inde, Nicaragua, Pakistan, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Arménie, Chili, Costa Rica, Türkiye.

Étaient absents :

Libéria.

The Bar Human Rights Committee

18. À sa 27^e séance, le 22 mai, le Comité a examiné la demande présentée par l'organisation The Bar Human Rights Committee. À la suite d'une question que la représentante du Nicaragua a posée à l'organisation, la représentante du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a noté que celle-ci avait clairement et suffisamment répondu aux questions, souvent répétitives, du Comité depuis la présentation de sa demande en 2017 et que le maintien du report de son examen tenait à des motifs politiques. Elle a demandé que le Comité se prononce sur la recommandation visant à l'admission de l'organisation au statut consultatif.

19. Le représentant de la Chine a indiqué qu'il n'y avait pas encore de consensus sur la demande de l'organisation et que la question posée à celle-ci par la représentante du Nicaragua nécessitait un examen plus approfondi. Le représentant de Cuba a estimé lui aussi qu'il n'y avait pas de consensus et qu'il fallait donner plus de temps au Comité pour étudier les questions et les réponses formulées.

20. La représentante du Royaume-Uni a demandé un vote concernant l'organisation.

21. Le Comité a voté contre la motion présentée par le Royaume-Uni et visant à recommander l'admission de l'organisation au statut consultatif, lors d'un vote par appel nominal, par 12 voix contre 5, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit² :

Ont voté pour :

Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ont voté contre :

Algérie, Bahreïn, Cameroun, Chili, Chine, Cuba, Érythrée, Inde, Nicaragua, Pakistan, Türkiye, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Arménie.

Étaient absents :

Libéria.

Christian Solidarity International (CSI)

22. À la même séance, le Comité a examiné la demande de l'organisation Christian Solidarity International (CSI). Le représentant des États-Unis a fait observer que cette organisation avait demandé pour la première fois en 2014 à être admise au statut consultatif auprès du Conseil et qu'elle répondait de manière approfondie aux questions du Comité depuis 2015. Il a prié le Comité de présenter au Conseil une recommandation au sujet de l'organisation, conformément aux règles et procédures énoncées dans la résolution 1996/31. Il a demandé au Comité d'examiner la demande

² Par la suite, la délégation chilienne a indiqué au Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter pour.

de l'organisation et ajouté qu'en cas de mise aux voix, les États-Unis voteraient en faveur d'une recommandation visant à ce que le Conseil lui accorde le statut consultatif.

23. À la suite d'une question que le représentant de Cuba a posée à l'organisation, le représentant des États-Unis a souligné que celle-ci répondait aux questions du Comité depuis de nombreuses années. Il a présenté une motion de vote pour que le Comité recommande d'accorder le statut consultatif à l'organisation.

24. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis visant à recommander l'admission de l'organisation au statut consultatif, lors d'un vote par appel nominal, par 11 voix contre 6, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit³ :

Ont voté pour :

Arménie, Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ont voté contre :

Algérie, Bahreïn, Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Inde, Nicaragua, Pakistan, Türkiye, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Géorgie.

Étaient absents :

Libéria.

The Center for Justice and Accountability

25. À sa 28^e séance, le 23 mai, le Comité a examiné la demande de l'organisation The Center for Justice and Accountability. Le représentant des États-Unis a fait observer que cette organisation avait demandé pour la première fois en 2017 à être admise au statut consultatif auprès du Conseil et qu'elle répondait de manière approfondie aux questions du Comité depuis 2018. Il a prié le Comité de présenter au Conseil une recommandation au sujet de l'organisation, conformément aux règles et procédures énoncées dans la résolution 1996/31. Il a demandé au Comité d'examiner la demande de l'organisation et ajouté qu'en cas de mise aux voix, les États-Unis voteraient en faveur d'une recommandation visant à ce que le Conseil lui accorde le statut consultatif.

26. À la suite d'une question que le représentant de la Chine a posée à l'organisation, le représentant des États-Unis a souligné que celle-ci répondait aux questions du Comité depuis de nombreuses années. Il a présenté une motion de vote pour que le Comité recommande d'accorder le statut consultatif à l'organisation.

27. Le représentant de Cuba a demandé pourquoi des motions de vote étaient présentées pour certaines organisations non gouvernementales et pas pour d'autres qui répondaient elles aussi régulièrement aux questions. Il a indiqué que le fait que des votes soient demandés au sujet de certaines organisations plutôt que d'autres était motivé par des considérations politiques, et que les critères appliqués ne semblaient pas être les mêmes pour de nombreuses organisations de pays du Sud. Le représentant des États-Unis a souligné que son pays prenait très au sérieux l'examen des demandes des organisations non gouvernementales et appliquait les mêmes critères stricts dans tous les cas.

³ Par la suite, la délégation géorgienne a indiqué au Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter pour.

28. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis visant à recommander l'admission de l'organisation au statut consultatif, lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 3 abstentions. Sur les 19 membres du Comité, 15 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ont voté contre :

Algérie, Bahreïn, Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Inde, Nicaragua, Pakistan, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Arménie, Géorgie, Türkiye.

Étaient absents :

Libéria.

The Global Initiative against Transnational Organized Crime

29. À la même séance, le Comité a examiné la demande de l'organisation The Global Initiative against Transnational Organized Crime. Le représentant des États-Unis a fait observer que cette organisation avait demandé pour la première fois en 2017 à être admise au statut consultatif auprès du Conseil et qu'elle répondait de manière approfondie aux questions du Comité depuis 2019. Il a prié le Comité de présenter au Conseil une recommandation au sujet de l'organisation, conformément aux règles et procédures énoncées dans la résolution 1996/31. Il a demandé au Comité d'examiner la demande de l'organisation et ajouté qu'en cas de mise aux voix, les États-Unis voteraient en faveur d'une recommandation visant à ce que le Conseil lui accorde le statut consultatif.

30. À la suite d'une question que le représentant de la Türkiye a posée à l'organisation, le représentant des États-Unis a souligné que celle-ci répondait aux questions du Comité depuis de nombreuses années. Il a présenté une motion de vote pour que le Comité recommande d'accorder le statut consultatif à l'organisation.

31. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis visant à recommander l'admission de l'organisation au statut consultatif, lors d'un vote par appel nominal, par 11 voix contre 6, avec 1 abstention. Sur les 19 membres du Comité, 17 étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Arménie, Chili, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ont voté contre :

Algérie, Bahreïn, Cameroun, Chine, Cuba, Érythrée, Inde, Nicaragua, Pakistan, Türkiye, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Géorgie.

Étaient absents :

Libéria.

32. Après le vote, sept membres du Comité ont fait des déclarations pour expliquer leur vote.

33. Le représentant de la Türkiye a rappelé que le rôle et la compétence du Comité en tant que principal organe spécialisé de l'ONU chargé d'examiner les demandes

d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social ne sauraient être remis en cause. Le Comité devrait pouvoir continuer d'examiner chaque demande au cas par cas, comme il le fait d'ordinaire. L'intervenant a souligné qu'il n'était pas rare que les membres du Comité posent de multiples questions à une organisation non gouvernementale s'ils avaient des doutes légitimes sur le fait qu'elle réponde pleinement ou non aux critères d'admission au statut consultatif auprès du Conseil. Les tentatives visant à contourner le processus d'examen habituel du Comité en déposant des projets de résolution en vue de n'accorder le statut consultatif qu'à certaines organisations étaient contre-productives et allaient à l'encontre du mandat que le Conseil avait confié à cet organe. L'intervenant a souligné que cela portait atteinte à la crédibilité du Comité, étant donné qu'à maintes reprises les recommandations présentées à la suite de ces votes avaient été rejetées par l'organe principal. Il a ajouté qu'à la session en cours, la majorité des membres du Comité avait voté contre toutes les recommandations visant à accorder le statut consultatif à une organisation dont la demande avait été soumise individuellement à un vote. Le droit qu'avait chaque membre du Comité de soumettre des demandes à un vote n'était pas contesté, mais la méthode consistant à sélectionner les demandes de certaines organisations non gouvernementales sur la base de critères qui n'avaient pas été déterminés par consensus au sein du Comité avait été rejetée. L'intervenant a fait remarquer que cette approche était injuste envers les centaines d'autres organisations candidates qui souhaitaient voir les travaux du Comité progresser.

34. La représentante de Bahreïn a fait une déclaration concernant les votes auxquels il avait été procédé au titre du point considéré de l'ordre du jour. Elle a indiqué que le vote de Bahreïn était fondé sur sa volonté de préserver l'esprit de consensus et d'encourager le dialogue entre tous les membres du Comité afin que celui-ci puisse accomplir son mandat. Elle a souligné que l'orientation du vote de Bahreïn n'avait rien à voir avec le type d'activités ou d'initiatives menées par l'une ou l'autre des organisations, mais qu'elle dépendait en revanche des implications que la procédure aurait sur les travaux du Comité. Elle a noté que le fait de présenter plusieurs motions de vote revenait à créer une filière accélérée d'obtention du statut consultatif pour certaines organisations choisies selon des critères qui n'avaient pas été examinés par le Comité. Elle a également noté que cette approche ne rendait pas justice aux autres organisations qui avaient présenté des demandes. Elle a rappelé que tous les membres du Comité avaient le droit et le devoir d'examiner attentivement les demandes afin de garantir qu'elles remplissent les critères énoncés dans la résolution 1996/31 du Conseil. Elle a réaffirmé l'attachement de Bahreïn au rôle important joué par les organisations non gouvernementales pour ce qui est de renforcer l'action de l'ONU sous tous ses aspects. Elle a ajouté que la participation des organisations de la société civile contribuait à faire entendre la voix des communautés locales, à sensibiliser les populations et à améliorer l'accès à l'information. Elle a déclaré que Bahreïn continuerait de soutenir la participation active des organisations non gouvernementales aux travaux et aux activités du Conseil et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux conférences internationales organisées par l'ONU. Elle a réaffirmé l'engagement de son pays à travailler avec tous les membres du Comité pour que celui-ci puisse accomplir son mandat et accorder le statut consultatif aux organisations non gouvernementales conformément aux critères établis par le Conseil dans sa résolution 1996/31.

35. Le représentant de la Chine a noté qu'à la session d'ouverture, sa délégation avait appelé au renforcement de la coopération entre les membres afin de préserver l'unité au sein du Comité. Il a déploré que quelques membres aient fait fi des méthodes de travail établies et du consensus du Comité en imposant une motion de vote au mépris de la position collective. Il a déclaré que la Chine rejetait fermement une telle pratique. Les résultats du vote montraient que cette pratique n'était ni

populaire ni constructive. Elle conduirait à la violation du Règlement intérieur et contreviendrait au mandat que le Conseil avait confié au Comité dans sa résolution 1996/31. L'intervenant a ajouté que quelques membres avaient indiqué que l'examen des demandes concernées avait été reporté par le Comité et que cela constituait un traitement injuste. Cependant, de nombreuses organisations non gouvernementales de Chine et d'autres pays en développement étaient depuis très longtemps mises sur la sellette par quelques délégations, et l'examen de leur demande avait été sans cesse reporté au cours des dernières années. L'intervenant a mentionné que, aux dires de quelques membres, la pratique consistant à poser des questions à de multiples reprises illustrait le soutien témoigné aux organisations non gouvernementales en général. Il a déclaré qu'il n'y avait cependant pas de consensus autour d'un vote sélectif, limité à certaines candidatures. Parmi les membres, quelques-uns avaient estimé que le Comité n'avait pas rempli son mandat. Toutefois, la majorité avait examiné attentivement le contenu des demandes et eu des échanges fructueux avec les organisations non gouvernementales concernées. L'intervenant a souligné que le Comité avait obtenu l'admission de plus d'une centaine d'organisations non gouvernementales au statut consultatif. Il a déclaré que de nombreuses questions se posaient quant aux organisations non gouvernementales ayant fait l'objet d'un vote. Conformément à son mandat et au Règlement intérieur, le Comité examinait en profondeur le contenu des demandes. L'intervenant a noté que la pratique consistant à tenter d'imposer des votes afin que le statut consultatif soit accordé à ces organisations non gouvernementales constituait un détournement et une violation du Règlement intérieur, ainsi qu'un traitement inéquitable envers les autres organisations non gouvernementales dont les demandes étaient en cours d'examen. Il a déclaré que la Chine demandait à toutes les parties d'œuvrer pour que le Comité puisse s'acquitter de ses fonctions et de son mandat, de cesser de provoquer des divisions et des confrontations et d'œuvrer ensemble pour préserver l'unité du Comité. La Chine continuerait d'exercer scrupuleusement ses fonctions de membre du Comité et de soutenir la participation des organisations non gouvernementales aux affaires de l'ONU de manière ordonnée et conformément à la résolution 1996/31 du Conseil.

36. Le représentant de l'Algérie a dit que sa déclaration s'appliquait à tous les votes de la session en cours. Le vote exprimé par l'Algérie ne traduisait en aucun cas une opposition ou un jugement à l'égard des activités des organisations non gouvernementales concernées, de leurs travaux ou de leur mérite. Son vote était fondé sur sa position de principe, qui n'avait pas varié, concernant la procédure qui devrait être suivie par le Comité. L'Algérie était fermement convaincue qu'il importait de préserver les pratiques bien établies et les méthodes de travail du Comité, reposant sur un consensus dans ses délibérations. L'intervenant a salué l'importance du travail accompli par le Comité pour ce qui était d'étudier les demandes d'admission au statut consultatif présentées par des organisations non gouvernementales. L'Algérie a réaffirmé son attachement au renforcement de la participation véritable et de la contribution positive de la société civile à l'action de l'Organisation, ajoutant qu'elle continuerait de prôner vigoureusement le renforcement du rôle joué par les organisations non gouvernementales dans les travaux de l'ONU, de manière ordonnée et responsable, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil.

37. Le représentant de Cuba a souligné que sa déclaration s'appliquait à tous les votes ayant eu lieu durant la session en cours. Sa délégation avait voté contre, en raison de considérations d'ordre technique et procédural. Il a souligné que ces votes n'exprimaient en rien un jugement quant au mérite de ces organisations ou de leurs activités. Il a insisté sur le fait que Cuba accordait une grande importance à la contribution des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU et qu'il fallait augmenter le nombre des organisations issues de pays en développement et dotées du statut consultatif auprès du Conseil, afin qu'elles puissent dialoguer au sein

de l'Organisation sur un pied d'égalité avec celles des pays développés. Cuba appuyait sans réserve le mandat et l'autorité du Comité conformément à la résolution 1996/31 du Conseil. Le Comité avait vocation à juger et à déterminer clairement si les organisations auxquelles le statut consultatif avait été accordé répondaient aux critères établis au titre de la résolution 1996/31. Il était essentiel de garantir un traitement équilibré et équitable des organisations non gouvernementales de tous les pays et de toutes les régions ; par conséquent, les membres du Comité devaient disposer du temps nécessaire pour évaluer chaque dossier. Il n'était pas surprenant que les États-Unis persistent à tenter de saper les travaux du Comité. Cela s'inscrivait dans une longue histoire de politisation et de sélectivité. Ce faux défenseur qui présentait au Comité une liste d'organisations non gouvernementales pour forcer une décision était le même pays qui pendant des années avaient fait obstacle à l'admission au statut consultatif d'un nombre considérable d'organisations issues de pays en développement. En agissant de la sorte, les États-Unis espéraient obtenir qu'un groupe d'organisations bénéficie d'un traitement différencié en vertu de critères très sélectifs et facilement manipulables. L'intervenant a souligné que Cuba ne pouvait souscrire à des pratiques visant à saper le travail du Comité, ni accepter qu'un traitement sélectif et différencié soit appliqué à un groupe d'organisations au détriment d'autres. Il a ajouté que le fait que la majorité des membres du Comité n'ait pas soutenu la proposition des États-Unis était un signe clair que la sélectivité n'avait pas sa place dans cet organe.

38. La représentante du Cameroun a salué l'apport des organisations non gouvernementales à l'action de l'ONU et souligné l'importance des travaux du Comité. Celui-ci avait la lourde responsabilité de s'assurer de la qualité et du sérieux des organisations non gouvernementales appelées à travailler avec l'Organisation. Cette tâche nécessitait des séances de questions-réponses, qui pouvaient durer très longtemps. L'intervenante a ajouté qu'il était inquiétant que certains membres du Comité manifestent de l'impatience à l'égard de ce processus. Elle a souligné que le Cameroun avait voté contre toutes les recommandations visant à accorder le statut consultatif à une organisation dont la demande avait été soumise à un vote, mais que ces votes négatifs n'étaient pas opposés aux organisations elles-mêmes. Les votes étaient favorables au maintien des pratiques et de la procédure du Comité. La préoccupation première du Comité ne devrait pas être de compter le nombre d'années qu'avait duré l'examen de la demande d'une organisation, mais de réduire le nombre de demandes dont l'examen était reporté et de rester attaché à ses méthodes de travail, au consensus interne et à l'exécution de son mandat conformément à la résolution 1996/31. L'intervenante a exprimé le souhait que les méthodes de travail classiques puissent être rétablies le plus rapidement possible afin que le statut consultatif puisse être accordé aux organisations non gouvernementales de manière consensuelle.

39. Le représentant de l'Inde a fait observer que son pays appuyait vigoureusement le consensus au sein du Comité. Par conséquent, son vote en défaveur des sept organisations non gouvernementales n'exprimait pas une position à l'égard de leurs travaux, mais était fondé sur sa position de principe, qui n'avait pas varié, concernant la procédure suivie par le Comité. L'intervenant a souligné que l'Inde comptait 3,3 millions d'organisations non gouvernementales enregistrées, chiffre supérieur au nombre d'habitants de nombreux pays. Elle était donc favorable à ce que les organisations non gouvernementales participent davantage aux travaux de l'ONU. Cependant, elle était fermement convaincue que le Comité, en tant qu'organe intergouvernemental spécialisé, avait pour mandat d'évaluer la crédibilité de chaque demande, de demander des éclaircissements jusqu'à ce qu'il obtienne satisfaction et de faire une recommandation mûrement réfléchie au Conseil. Par conséquent, non seulement le Comité était tenu de s'acquitter de cette fonction, mais il en avait légitimement le droit en vertu de la résolution 1996/31 du Conseil. L'intervenant a

fait observer que le droit qu'avaient les membres du Comité de poser des questions était remis en cause, ce qui portait atteinte au fondement même de la résolution qui régissait le Comité. Demander un vote en s'abritant derrière le Règlement intérieur du Conseil revenait à saper le travail de ce comité spécialisé. L'intervenant a souligné que personne ne pouvait faire fi de la résolution 1996/31 du Conseil. Le fait de demander un vote et d'y consentir avait eu pour effet de minimiser la fonction du Comité.

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

40. À sa 16^e séance, le 15 mai, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 30 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions qu'il leur avait posées [voir chap. I, projet de décision I, al. e)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement

41. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 16^e à sa 18^e séance, les 15 et 16 mai, et à sa 25^e séance, le 19 mai. Il a examiné 204 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

42. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 141 organisations ci-après, parmi les 204 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

ABC NGOrganization
 Across Atlantic Development, Ltd.
 Adult Advocacy Centers
 African Centre for Climate Actions and Rural Development Initiative
 Alianza FC México, AC
 Alliance internationale des objectifs de développement durable
 An Organization for Socio-Economic Development
 Annpeters Global Humanitarian Foundation
 APCASO Foundation
 Apostle Johnson Suleman
 ARCH Disability Law Centre
 Asian Drug Demand Reduction NGOs Association
 Associação Brasileira de Organizações Não Governamentais
 Associação Pró Coalizões Comunitárias Antidrogas do Brasil
 Association for Land Reform and Development
 Association of Anti-Drug Abuse Coalitions of the Philippines, Inc.
 Bakergonj Forum
 Be Positive Association
 Beijing International Exchange Association
 Bonaire Human Rights Organization Foundation
 Brussels for Human Rights and Development
 Center for Defending Freedom of Journalists
 ChariLove Foundation
 Chartered Institute of Public Finance and Accountancy
 China Agricultural University

Chipco Preserve
Christensen Fund
Cinsel Şiddetle Mücadele Derneği
Coalition of Somali Human Rights Defenders (CSHRD)
Community Partners for Sustainable Development
Divine Women of Purpose Association
DoTheDream Youth Development Initiative
Dünya Doktorları Derneği
Earthgonomic Mexico, AC
Economic, Social and Cultural Rights in the UK
Education for Madagascar
Egypt Peace for Development and Human Rights
Eloise Hylton, Inc.
Enjaz Foundation for Development
European Boating Industry
Executives Helping Initiative
Farah Foundation for Development
Food Security for Peace and Nutrition Africa
Forum for the Promotion of Gender Equity and Moral Values
Fountain of Hope Global Ministry
Fundación CERMI Mujeres
Fundación de Capellanes « Sendas de Dios »
Fundación Uriel IAP
Gender Equality Network
Gender Mobile Counseling Initiative
Global Alliance for Justice Education, Inc.
Global Cyber Alliance
Global Partners for Community Development Inc.
Global Youth Network for Empowerment and Development
God's Arm Global Foundation
Golden Doctrine Foundation
Green Crescent Zimbabwe
Health & Economy
Heart to Heart Foundation
Hilfsgemeinschaft der Blinden und Sehschwachen Österreichs
Hope Centre (HC) for Children, Girls and Women in Tanzania
Hugo Grotius, gGmbH – gemeinnützige Gesellschaft zur Förderung der
Rechtswissenschaften
İfade Özgürlüğü Derneği
Improve Your Society Organization for Development and Peace Building
Instituto Dara
Instituto Sea Shepherd Brasil
International American Relief Society
International Association of Fish Inspectors, Inc.
International Economic Organization World Distribution Federation (WDF)
International Historians Association for Culture, Development and Social
Sciences
International Ministerial Alliance of Churches
International Water Resources Association
IPANDETEC Centroamérica
Jami al Hakeem Foundation
Ken. G. Morka Foundation
Lady Helen Child Health Foundation
Legal Aid & Human Development Foundation (LAHDF)

Love Justice International
Mano River Sustainable Development Association, Pty. Ltd.
Markaaz Foundation
Matilda Carepath Health Foundation
Michibushinbito
Mother Africa International
Nardo Aviation Innovation Organization (Asia Pacific), Limited
National Rural Women's Coalition, Ltd.
Natural Disaster Research Institute
Nde Zachariah's Descendants Foundation
NEU Global, Inc.
Non-Profit Fund Supporting Children with Autistic and Genetic Disorders
 « I Am Special »
NunatuKavut Community Council
Office of the Gatekeeper, Ethereal Sanctuary
Operation Friendship International
Organization for Culture of Hispanic Origins
Organization for Poverty Alleviation & Development, Inc.
Oronos Stiftung
Patim
Pax Press
Payamavaran hamyari (Chatra)
Phoenix Zones Initiative
Pionero Philanthropy, Inc.
POS Foundation
Pro Criança Cardíaca
Progressive People of Yorubaland Worldwide Association
Red Argentina para la Cooperación Internacional (RACI)
Rhesus Solution Initiative
Rising Out of the Ashes (ROOTA)
Rochun
Rwanda Men's Resource Center
She's the First, Inc.
Sons of the Prophet Network SADC with Apostle Johnson Suleman
Standup for Women Society
Statewide Waste and Environmental Education Foundation
Subjective Physics Sciences
Tamkeen for the Rights of Persons with Disabilities, Community Development
 and Training in Sohag
TCTB, LLC
Thames Estuary Partnership
The Chaeli Campaign
The Daphne Caruana Galizia Foundation
The Global Centre for Risk and Innovation
The LACRIMA Foundation, SCIO
The National Italian American Foundation
The Right Hands
The Society of Vascular and Interventional Neurology
Transparency International – Bulgaria
Uçan Süpürge Vakfı
Uganda Association of Women Lawyers (FIDA-U)
United Children of Nigeria
Voice of African Women
WACI Health

Watoto Wasoka
Women in Global Health
Women in Leadership Organization, Inc
Women's Initiative for Values Empowerment and Sustainability International
Women's Network for Change
World Energy Council
World Women Organization
Yemen International Agency for Development
Young Visionary Leaders International
Youth Association in Sierra Leone
Youth with Disabilities Empowerment Platform
Zhongguancun Green Mine Industry Alliance

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

43. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 63 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à la reprise de sa session de 2023 :

Ambassadors of Dialogue, Climate and Reintegration
Analog Ventures, LLP
Associação de Reabilitação de Toxicodependentes de Macau (ARTM)
Association de solidarité Bordeaux
Association for Disabled People
Association humaniste de France
Assyrian Cultural & Social Youth Association, Inc.
Awaz-e-Niswan (AAN)
Better Cotton Initiative (BCI)
Center for Research and Policy Making
China Council for the Promotion of National Trade
China Oceanic Development Foundation
Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres
Community Care and Social Development Foundation
Darius El TM
DT Institute
East-Lake Institute for Social Advancement, Wuchang District, Wuhan
Equipo Argentino de Antropología Forense, Asociación Civil
Every Woman Treaty, Inc.
FIRST.Org, Inc.
Foro Internacional de Mujeres Indígenas
Fourth Wave Foundation
Human Social Care Foundation
Iltizam Relief Society
Indian Economic Trade Organization
İnsani Hayat Derneği
Institute of International Peace Leaders, Private Limited
International Child Rights Center
Just Peace Advocates/Mouvement pour une paix juste
Justice for All
Kalinga Institute of Industrial Technology Deemed to be University
Knowmad Institut, gemeinnützige UG (haftungsbeschränkt)
Mədəni İnkişafın Təbliği İctimai Birliyi
National Agro Foundation
National Association of Palliative Care for AYUSH & Integrative Medicine

NRI Federation Corporation
 « Odlar Yurdu » Gənclər İctimai Birliyi
 Partnership for Transparency Fund, Inc.
 People's Participation
 Persatuan Cinta Gaza Malaysia
 Pragati Foundation
 Prestige Education Foundation
 PVBLIC Foundation, Inc.
 Samaritan Help Mission
 Sewa International
 Shanghai Arbitration Commission
 Shree Someshwar Education Trust
 Sichuan Haihui Poverty Alleviation Center
 Social and Media Studies Institute
 Sov Sovereign Order of the Knights of the Lord Lamont Couto of Sct, Ltd.
 Stichting Femmes for Freedom (Stichting FFF)
 Suchirindia Foundation
 The Belt and Road International Lawyers Association
 The Ecumenical Christian Centre Bangalore
 The Zakat Foundation of America
 Trippinz Care, Inc.
 Voice of Youth Organization
 W. J. Mudolo Foundation
 Women Empowerment Association for Development in Africa
 World Internet of Things Convention
 Yetim Vakfi
 Youchang Consulting
 Zindagi Trust

III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et questions connexes diverses

44. À ses 23^e et 24^e séances, les 18 et 19 mai, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, relatif aux rapports quadriennaux dont l'examen avait été reporté, et le point 4 b), relatif aux nouveaux rapports quadriennaux présentés, y compris pour le rétablissement, la suspension et le retrait du statut conformément à la résolution 2008/4. Il était saisi des documents suivants :

- a) Liste des rapports quadriennaux dont l'examen avait été reporté lors de la précédente session du Comité (E/C.2/2023/CRP.50) ;
- b) Rapports quadriennaux pour les périodes 2017-2020 et 2018-2021 présentés par les organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil (E/C.2/2023/2, E/C.2/2023/2/Add.1 à 7, E/C.2/2023/CRP.45 à 49 et E/C.2/2023/CRP.57 à 64) ;
- c) Listes d'organisations dont le statut consultatif devait être suspendu, retiré et rétabli, conformément à la résolution 2008/4 du Conseil (E/C.2/2023/CRP.51 à 53) ;
- d) Liste des organisations demandant un changement de nom (E/C.2/2023/CRP.54).

A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la session ordinaire

45. À sa 24^e séance, le 19 mai, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ». Il était saisi d'un document contenant la liste des 112 rapports quadriennaux dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures. Le Comité a pris note du rapport des 3 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] :

Families of the Missing (2018-2021)
Global Voices (2018-2021)
Il Cenacolo (2018-2021)

46. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 109 rapports suivants :

Academic Council on the United Nations System (2016-2019)
Access Now (2016-2019)
Advocates for Human Rights (2016-2019)
Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés (2017-2020)
Amman Center for Human Rights Studies (2018-2021)
Amnesty International (2008-2011)
Amnesty International (2012-2015)
Amnesty International (2016-2019)
Armenian Assembly of America (2007-2010)
Armenian Assembly of America (2011-2014)
Armenian Assembly of America (2015-2018)
Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (2018-2021)
Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)
Association internationale des droits de l'homme (2014-2017)
AUA Americas Chapter, Inc. (2017-2020)
Avocats sans frontières (2016-2019)
Catholics for Choice (2010-2013)
Centrist Democratic International (2006-2009)
Centrist Democratic International (2010-2013)
Centrist Democratic International (2014-2017)
Christian Solidarity Worldwide (2017-2020)
CIVICUS – World Alliance for Citizen Participation (2016-2019)
Committee to Protect Journalists, Inc. (2016-2019)
Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience (2016-2019)
Ecumenical Federation of Constantinopolitans (2016-2019)
Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)
Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)
Elizka Relief Foundation (2015-2018)
Eşit Haklar İçin İzleme Derneği (2018-2021)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2018-2021)
Femmes solidaires (2016-2019)
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2015-2018)
Freedom House (2007-2010)
Freedom House (2011-2014)

Freedom House (2015-2018)
FreeMuslim Association, Inc. (2016-2019)
Front Line : The International Foundation for the Protection of Human Rights
Defenders (2016-2019)
Fundación Pro Humanae Vitae (2014-2017)
Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)
Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project) (2015-
2018)
Greek Council for Refugees (2017-2020)
Helsinki Foundation for Human Rights (2015-2018)
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)
Human Resource Development Foundation (2018-2021)
Human Rights First (2015-2018)
Human Rights House Foundation (2011-2014)
Human Rights House Foundation (2015-2018)
Human Rights Now (2016-2019)
Human Rights Watch (2009-2012)
Human Rights Watch (2013-2016)
Human Rights Watch (2017-2020)
Inter-American Press Association (2013-2016)
International Association for Religious Freedom (2011-2014)
International Association for Religious Freedom (2015-2018)
International Association of Democratic Lawyers (IADL) (2017-2020)
International Bar Association (2015-2018)
International Blue Crescent Relief and Development Foundation (2018-2021)
International Eurasia Press Fund (2018-2021)
International Federation for Human Rights Leagues (2016-2019)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Federation of Journalists (2013-2016)
International Justice Resource Center, Inc. (2018-2021)
International PEN (2006-2009)
International PEN (2014-2017)
International Press Institute (2017-2020)
International Religious Liberty Association (2015-2018)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Service for Human Rights (2015-2018)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
International Union of Socialist Youth (2017-2020)
Islamic Relief USA (2016-2019)
Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)
Konrad-Adenauer-Stiftung, eV (2018-2021)
Korea Freedom Federation (2018-2021)
Lawyers for Lawyers (2017-2020)
Liberal International (2015-2018)
Local Governments for Sustainability (2014-2017)
Minority Rights Group (2016-2019)
National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan
(NAYORA) (2018-2021)
Natural Justice (2014-2017)
Omega Research Foundation, Limited (2017-2020)
Open Society Institute (2013-2016)
Open Society Institute (2017-2020)
Organization Earth (2017-2020)
Pathfinder International (2011-2014)

People for Successful Korean Reunification (2016-2019)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2013-2016)
Society for Threatened Peoples (2017-2020)
Thalassaemia International Federation Limited (2017-2020)
The Law Society (2014-2017)
The RINJ Foundation (2017-2020)
The Smile of the Child (2016-2019)
The World Justice Project (2018-2021)
Therapy Center for Dependent Individuals (KETHEA) (2017-2020)
Türkiye Kadın Girişimciler Derneği (2018-2021)
Union internationale des avocats/International Union of Lawyers (2015-2018)
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
United Nations Watch (2014-2017)
United Nations Watch (2018-2021)
UPR Info (2016-2019)
US Committee for Human Rights in North Korea (2018-2021)
World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)
Young Women's Christian Association (2013-2016)
Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

47. À sa 23^e séance, le 18 mai, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ». Il était saisi de documents contenant 280 nouveaux rapports quadriennaux. Il a pris acte de 274 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 6 organisations suivantes⁴ :

Agir ensemble pour les droits de l'homme
Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CIRAC)
European Union of Jewish Students
International Council of Psychologists
Marangopoulos Foundation for Human Rights
World Federation of Trade Unions

C. Questions connexes diverses

Demandes de changement de nom

48. À sa 24^e séance, le 19 mai, le Comité a examiné sept nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations dotées du statut consultatif et en a pris acte [voir chap. I, projet de décision I, al. b)].

⁴ Tous les nouveaux rapports quadriennaux dont l'examen a été reporté concernent la période 2018-2021.

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales ; Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil ; et Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG

49. À sa 16^e séance, le 15 mai, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales », le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG ». Il a également entendu des rapports oraux présentés par le Secrétariat.

50. Le Directeur par intérim du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a présenté au Comité un exposé sur les travaux du Service, notamment sur l'appel ouvert adressé aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil afin qu'elles présentent des déclarations orales et écrites pour le débat de haut niveau du Conseil économique et social de 2023, qui a donné lieu à la présentation d'un nombre considérable de déclarations. Il a réaffirmé que, bien que l'augmentation du nombre d'organisations qui demandaient à être admises au statut consultatif auprès du Conseil et le nombre de celles qui en étaient déjà dotées fassent craindre des problèmes de ressources, le Service continuerait de fournir un appui efficace aux organisations non gouvernementales. Il a souligné que le Service menait actuellement sa campagne annuelle de sensibilisation des organisations non gouvernementales aux avantages du statut consultatif. Il a également informé le Comité que le nouveau système informatique amélioré fondé sur la technologie, destiné à remplacer les plateformes électroniques utilisées et gérées par le Service, devait être déployé durant l'été. Comme l'avait demandé le Comité, des tests ainsi que des formations à l'intention de tous les utilisateurs, notamment des membres du Comité et des organisations non gouvernementales, étaient prévus pendant la phase de mise en service. L'intervenant s'est félicité que des réunions informelles soient organisées, les 22 et 23 juin 2023, pour que le Comité examine ses méthodes et ses modalités de travail.

V. Rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

51. Aucun rapport spécial n'a été présenté au Comité à la reprise de sa session.

VI. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2024 du Comité

52. À sa 28^e séance, le 23 mai, le Comité a examiné le point 9 de l'ordre du jour, intitulé « Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2024 du Comité ». Il était saisi du projet d'ordre du jour provisoire de sa session de 2024 ([E/C.2/2023/L.1](#)).

53. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil les dates ci-après pour ses sessions de 2024 : du 22 au 31 janvier et le 9 février pour la session ordinaire, et du 28 mai au 5 juin et le 14 juin pour la reprise de la session.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

54. À la reprise de sa session de 2023, du 15 au 23 mai et le 5 juin, le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu 14 séances.

55. À la 16^e séance, le 15 mai, le Vice-Président (Costa Rica) du Comité pour la session de 2023 a formulé des observations liminaires. Il a déclaré que le Comité constituait un point d'entrée important pour les organisations non gouvernementales qui souhaitaient participer et contribuer aux travaux de l'ONU. En recommandant d'accorder le statut consultatif à des organisations non gouvernementales, le Comité facilitait leur accès et leur participation aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, et leur participation à de nombreuses réunions de l'Organisation. L'intervenant a souligné qu'en œuvrant ensemble dans un esprit de consensus, les membres du Comité seraient en mesure de tenir une session fructueuse et productive.

56. Le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, a rappelé que le Comité jouait un rôle important à l'égard de la crédibilité de l'ONU. Il a demandé aux membres du Comité de mettre fin à la pratique du report injustifié de l'examen des demandes de certaines organisations non gouvernementales, parfois pendant de nombreuses années, sur la base d'arguments dilatoires ou de questions répétées à de multiples reprises, ce qui était contraire à l'esprit de la résolution 1996/31. Il a indiqué que, dans de nombreux cas, un nouveau report était demandé alors que l'organisation en question avait fourni des réponses détaillées, année après année, et qu'elle était manifestement de bonne foi. Il a réaffirmé qu'une réforme du Comité s'imposait depuis longtemps. Cela devrait permettre au Comité d'opérer de manière plus inclusive, efficace, équitable et transparente, notamment en limitant les reports infondés d'examen des demandes et en mettant en place un processus de réexamen des décisions arbitraires ou erronées de report ou de rejet. L'intervenant a souligné que l'Union européenne prenait note de la décision prise par le Conseil, l'année précédente, d'accorder le statut consultatif spécial à plusieurs organisations non gouvernementales, sans suivre la recommandation du Comité. L'Union européenne souhaitait rappeler que la décision définitive concernant l'approbation des demandes d'admission au statut consultatif appartenait au Conseil, lequel avait déjà exercé cette faculté dans des cas où le Comité n'avait pas rempli son mandat. L'intervenant a noté que, pour la session en cours, l'Union européenne ne voyait aucune raison pour que le Comité retarde encore l'examen de plusieurs demandes d'organisations non gouvernementales ayant leur siège dans l'Union européenne, qui étaient en attente depuis longtemps, notamment celles de l'Hellenic Institute of Cultural Diplomacy Non-Profit Civil Association et de la Panhellenic Union of Cappadocian Associations. Il a demandé aux membres du Comité d'accorder l'accréditation à ces organisations. Il a déclaré que l'Union européenne souhaitait également demander à nouveau au Comité de rendre permanente la possibilité pour les organisations non gouvernementales d'intervenir en ligne lors des séances quotidiennes de questions-réponses dans le cadre de ses travaux.

57. Le représentant de la Chine a déclaré qu'il avait à cœur de collaborer avec toutes les parties pour sauvegarder l'unité du Comité, de mener à bien le programme de la reprise de la session conformément à l'ordre du jour et de faire en sorte que la session soit fructueuse. Il a noté que les organisations non gouvernementales participaient

largement aux activités économiques, sociales et culturelles et qu'elles avaient joué un rôle actif dans la relance économique ainsi que dans la protection et la promotion des droits humains. En tant que pays qui défendait ardemment l'ONU et pratiquait activement le multilatéralisme, la Chine a toujours appuyé la participation des organisations non gouvernementales aux affaires de l'Organisation, dans le respect des règles applicables. L'intervenant a ajouté que la Chine s'était toujours acquittée de ses fonctions et obligations en tant que membre du Comité et impliquée activement dans ses travaux conformément aux résolutions pertinentes du Conseil et au mandat du Comité, en respectant les principes de professionnalisme, d'impartialité et d'objectivité. Il a souligné qu'en tant qu'important organe subsidiaire du Conseil, le Comité avait un statut particulier et un rôle clé et que la Chine était favorable à ce que la capacité du Comité à réaliser des études, à accroître les ressources et à améliorer ses méthodes de travail soit renforcée. Il importait de maintenir fermement l'autorité du Comité et de mener à bien ses travaux dans le strict respect de la résolution 1996/31 du Conseil. Les membres devaient respecter fermement l'autorité du Comité en sa qualité d'organe intergouvernemental, et les procédures établies. En outre, il était crucial qu'ils participent à ses travaux de manière constructive et responsable. Les membres étaient chargés et tenus d'examiner les demandes d'admission au statut consultatif d'organisations non gouvernementales, et devaient les étudier en détail et réserver à toutes les organisations le même traitement pour s'assurer qu'elles respectaient les règles applicables. Toutes les demandes devaient répondre aux exigences en matière de qualifications et de capacités et que les organisations non gouvernementales devaient être en mesure de contribuer aux travaux de l'ONU et du Conseil. Les organisations non gouvernementales ne devaient pas se livrer à des actes contraires aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies lorsqu'elles tentaient d'obtenir le statut consultatif. L'intervenant a souligné qu'il fallait se concentrer sur les principales fonctions du Comité et améliorer la coordination des tâches qui lui étaient confiées. Le Comité devrait tenir compte des intentions et des ressources de toutes les parties et promouvoir d'autres tâches au regard des besoins pratiques et de l'efficacité opérationnelle. L'intervenant a souligné qu'il importait de préserver l'esprit de consensus du Comité. Il a déclaré que la Chine était favorable à la réforme des méthodes de travail et des procédures et à leur optimisation, qui permettaient d'évoluer au fil du temps. Certes, toute réforme devrait se fonder sur le consensus le plus large de tous les membres et être menée dans le strict respect du Règlement intérieur des organes concernés de l'ONU, mais il fallait prendre pleinement en compte les réalités opérationnelles, ainsi que les préoccupations des pays en développement et des organisations de ces pays. L'intervenant a souligné que, malgré un manque chronique de personnel et de ressources, le Service des organisations non gouvernementales s'était acquitté consciencieusement de ses fonctions. Il s'est félicité que la majorité des membres aient activement coopéré avec le Secrétariat pour mener à bien leurs tâches. De nombreuses nouvelles demandes d'admission au statut consultatif étaient approuvées chaque année ; or les organisations concernées jouaient un rôle actif dans les affaires de l'ONU, ce qui prouvait que l'action menée par le Comité était efficace et que les méthodes de travail existantes étaient concrètes et applicables. L'intervenant a assuré que la Chine continuerait de s'acquitter des devoirs qui lui incombaient en tant que membre du Comité, d'agir en stricte conformité avec le mandat fixé, de préserver l'autorité du Comité, de promouvoir le rôle central joué par l'Organisation et le multilatéralisme et de créer de meilleures conditions pour que les organisations non gouvernementales, en particulier celles des pays en développement, participent aux activités de l'ONU.

58. Le représentant des États-Unis a souligné que son pays restait résolument engagé à promouvoir une participation véritable des organisations non gouvernementales aux activités du système des Nations Unies, quelles que soient

leurs convictions politiques. Le monde se trouvait à un point d'inflexion critique, l'espace civique n'avait cessé de se rétrécir, les défenseurs des droits humains étaient toujours menacés et de plus en plus attaqués et les institutions démocratiques continuaient de faire face à des difficultés. Malgré cela, les organisations de la société civile ont poursuivi leurs activités, souvent en s'exposant à des représailles et à des persécutions. Fondamentalement, la raison d'être du Comité était d'examiner les demandes des organisations non gouvernementales qui cherchaient à accéder au système des Nations Unies. Cependant, lors de la session de janvier, le Comité n'avait approuvé que 38 % des demandes présentées. Il allait dans la mauvaise direction et était collectivement tenu de faire mieux. Il ne devait pas fermer la porte à la critique et à la dissension. L'intervenant a souligné que quiconque dirige avec humilité, devient plus fort, et que quiconque laisse s'exprimer des points de vue divergents rend possibles l'amélioration et l'évolution. Il a exhorté tous les membres à mettre de côté leurs divergences politiques et à s'acquiescer de leur obligation d'examiner et d'approuver sans préjugés les nombreuses demandes de qualité, nouvelles ou déjà présentées, dont le Comité était saisi au cours de la session. Il les a également exhortés à cesser d'utiliser la tactique procédurale consistant à questionner sans fin des organisations non gouvernementales pour que l'examen de leur dossier soit continuellement repoussé pendant des années. Ces organisations avaient rempli leur rôle. Elles avaient répondu aux questions du Comité à maintes reprises. L'intervenant a rappelé qu'il était temps que le Comité prenne ses responsabilités et évalue légitimement les demandes des organisations et leurs réponses à ses nombreuses questions. Les membres avaient un intérêt commun à veiller au bon fonctionnement du Comité. Les États-Unis espéraient que les discussions informelles de juin permettraient d'améliorer les méthodes de travail du Comité et aboutiraient à une plus grande participation, y compris en ligne, de la société civile à la prise de décisions. Ils se sont félicités que le Secrétariat se soit à nouveau engagé à ce que le Comité consulte des organisations de la société civile au cours de l'année à venir. Ils continueraient d'encourager le Comité à faciliter la tenue de ces consultations régulières, comme le prévoyait la résolution 1996/31.

59. Le représentant de la Türkiye a déclaré que la position de son pays concernant la participation des organisations non gouvernementales aux activités du système des Nations Unies était bien connue et qu'elle avait été exprimée au cours de la session ordinaire. Il tenait à exprimer son soutien au Vice-Président (Costa Rica) et était convaincu que, sous la direction de celui-ci, le Comité serait en mesure d'accomplir son mandat. En ce qui concernait les délibérations internes qui se tiendraient en juin, il a rappelé que la Türkiye avait donné son point de vue sur les méthodes de travail internes, et qu'elle espérait y participer activement.

60. Le représentant de Cuba a exprimé son soutien indéfectible en faveur du Secrétariat et des travaux du Comité. Il a indiqué que les réunions prévues en juin sur les méthodes de travail du Comité ne devaient pas être interprétées comme une tentative d'en affaiblir le rôle. Il est revenu sur l'annonce faite par le Directeur par intérim du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable du Département des affaires économiques et sociales, selon laquelle la nouvelle plateforme numérique entrerait en service au cours de l'été et que des formations seraient organisées à l'intention des membres du Comité. Il a demandé s'il serait possible d'en savoir plus sur le calendrier concernant la mise en service et les formations.

61. Le représentant du Chili a salué l'importance de l'action menée par la société civile et souligné que son pays collaborait avec les organisations non gouvernementales sur des sujets divers. Il a fait observer que le Chili assurerait la prochaine présidence du Conseil. Il a indiqué que son pays appuyait la démarche du Comité visant à œuvrer de manière efficace et efficiente et trouvait fâcheux que le

Conseil et l'Assemblée générale aient, à l'occasion, empiété sur le mandat du Comité. Il a souligné que le Comité avait besoin du temps et des conditions nécessaires pour bien faire son travail. Il a ajouté que le fait d'avoir accordé le statut consultatif à plus de 6 000 organisations non gouvernementales forçait le respect. Il a noté que la diffusion des sessions du Comité constituait un progrès. Un autre progrès, en principe assez facile à réaliser, serait de donner aux organisations non gouvernementales la possibilité de participer en ligne aux réunions au lieu d'avoir à engager des dépenses pour venir à New York. Lorsque le Chili exercerait la prochaine présidence du Conseil, il pourrait être en mesure de jouer un rôle de facilitateur à cet égard. L'intervenant a souligné que son pays était disposé à assumer ce rôle.

62. Le Directeur par intérim du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable a reconnu le rôle important joué par Cuba dans les travaux du Comité et a remercié le Chili du rôle qu'il comptait jouer très prochainement lorsqu'il accèderait à la présidence du Conseil. À la question posée par le représentant de Cuba, il a répondu que des séances de formation à la nouvelle plateforme numérique étaient prévues pour la fin juillet et le mois d'août, mais que d'autres pourraient être programmées en juin, en fonction de la disponibilité des membres du Comité.

63. Dans son allocution de clôture, à la 28^e séance, le 23 mai, la Vice-Présidente (Zimbabwe) du Comité a noté que celui-ci avait travaillé très efficacement et que, fait inédit, il avait entamé la seconde lecture des demandes avant la fin de la première semaine. Elle a déclaré qu'elle se réjouissait de la tenue des réunions informelles prévues les 22 et 23 juin 2023, au cours desquelles seraient abordées les nouvelles améliorations relatives aux méthodes de travail du Comité, concernant notamment : a) les modalités de tenue des consultations avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ; b) la possibilité de fixer des délais pour la réception des réponses des organisations non gouvernementales aux questions du Comité ; c) les propositions visant à incorporer une composante hybride aux séances de questions-réponses du Comité. Elle a réaffirmé qu'un document officieux préparé par la Türkiye serait examiné lors des réunions informelles.

B. Participation

64. Dix-neuf membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs et observatrices d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs et observatrices d'États non membres et les représentantes et représentants d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participantes et participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2023/INF/2](#).

65. À la reprise de sa session de 2023, le Comité a entendu neuf représentantes et représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentantes et représentants ont facilité le débat et éclairé les décisions du Comité.

C. Élection du Bureau

66. Pour la reprise de la session, la composition du Bureau du Comité était la suivante : Petronella Nyagura (Zimbabwe), Vice-Présidente, et Daniel Zavala Porras (Costa Rica), Vice-Président.

D. Ordre du jour

67. L'ordre du jour de la session ordinaire et de la reprise de la session de 2023 (E/C.2/2023/1) se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ;
 - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2024 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2023

68. À sa 28^e séance, le 23 mai, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.

69. À sa 29^e séance, le 5 juin, le Comité a adopté le présent rapport.
